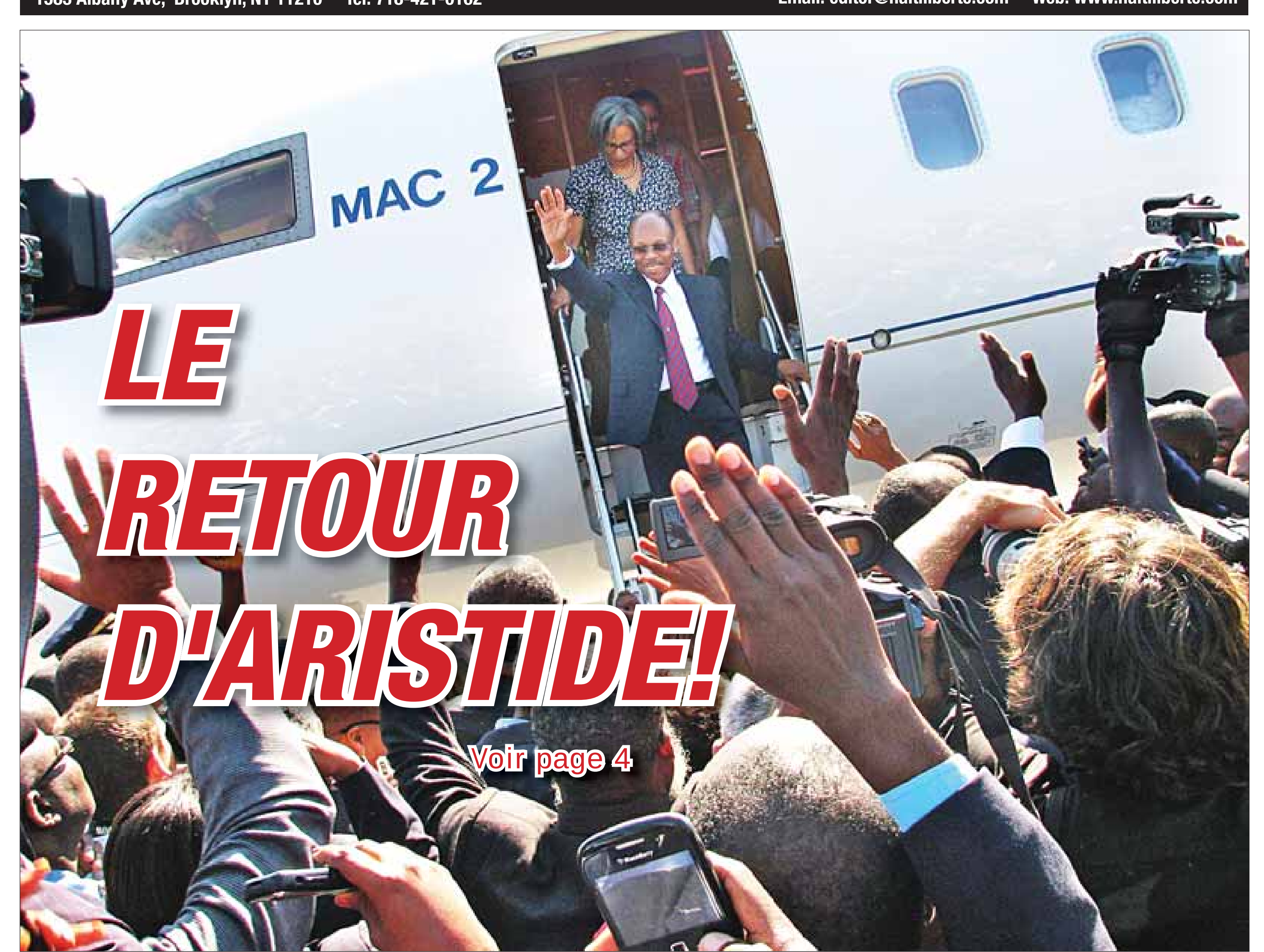
Vol. 4 No. 36 • Du 23 au 29 mars 2011
Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



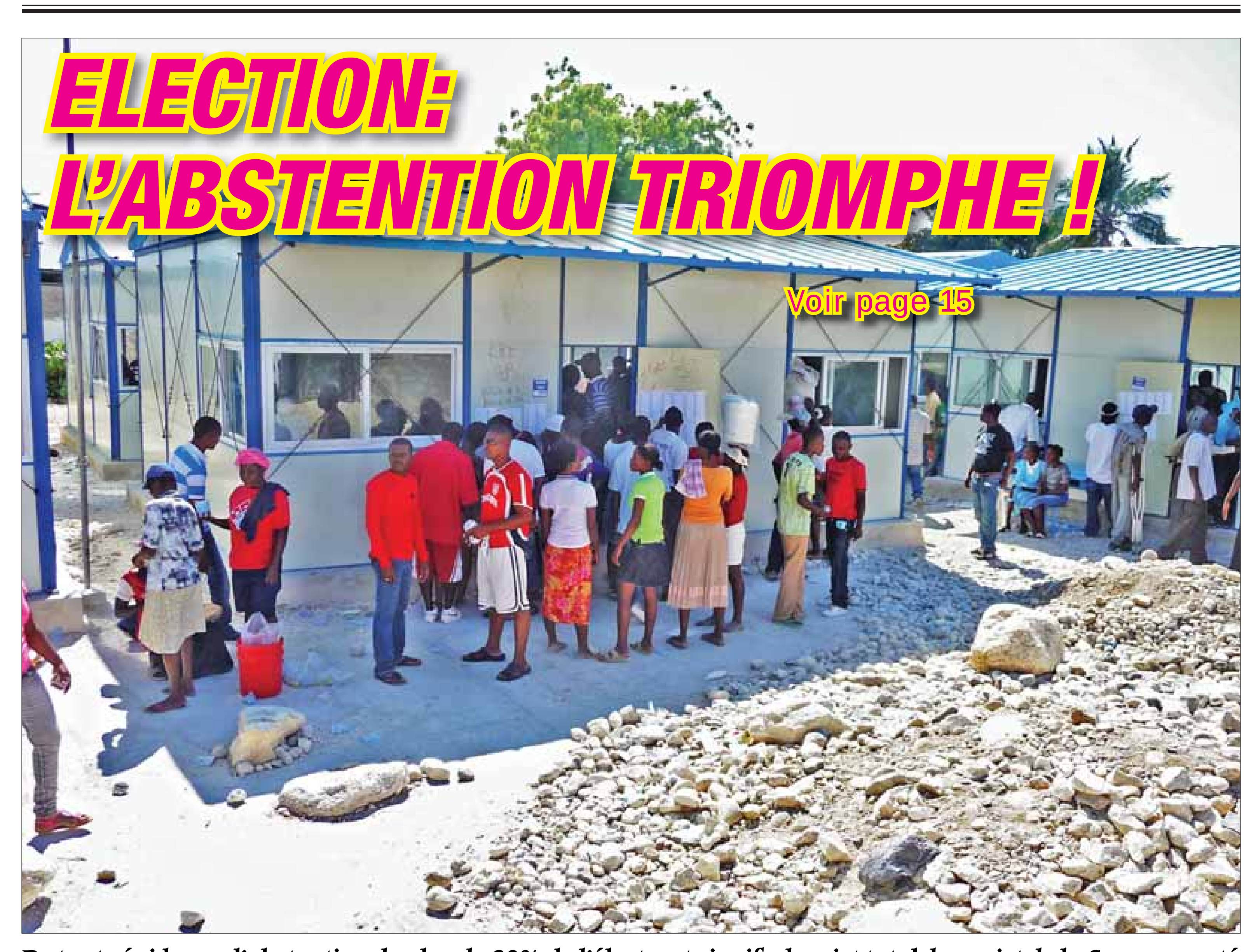
LE RETOUR D'ARISTIDE!

Voir page 4

Le retour triomphal de l'ancien Président Jean Bertrand Aristide et sa famille le vendredi 18 mars 2011

ELECTION: L'ABSTENTION TRIOMPHE !

Voir page 15



De toute évidence, l'abstention de plus de 80% de l'électorat signifie le rejet total du projet de la Communauté internationale et de la classe politique traditionnelle qui n'apportera aucun changement pour le peuple haïtien



Wyclef Jean blese nan men, pouki tout bri ?

Page 6



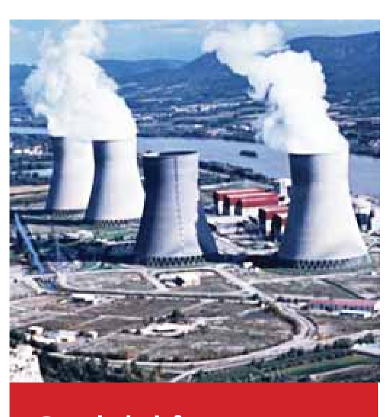
Aristide: «La solution en Haití c'est l'inclusion»

Page 7



Libye : une guerre pour s'emparer des richesses d'un peuple !

Page 10



Qui blâmer pour la catastrophe nucléaire au Japon ?

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Douloureuse échéance, mais la lutte continue!

Par Berthony Dupont

Tout a été fait, manipulations, interventions et manœuvres de la Communauté internationale pour étouffer et écraser la capacité créatrice du peuple haïtien afin de le rendre politiquement et socialement impotent.

Tout a été fait pour primer le dévergondage, priver le peuple de sa personnalité, de ses coutumes et de ses mœurs, dans le but de le transformer en un étranger sinon en un esclave sur sa propre terre. Car nul n'ignore que, au-delà des arguments avancés, les classes dominantes internationales et locales n'ont éventuellement qu'un seul objectif : enfoncer davantage le peuple haïtien dans les ténèbres de la longue nuit coloniale.

Ainsi l'événement né du retour d'Aristide, n'est autre qu'une grande victoire à l'encontre de tous les pays impérialistes. Cette victoire nous a fait revivre notre fierté et notre dignité de peuple qui avait combattu le colonialisme et l'esclavage. En effet, l'épopée du retour du 18 mars 2011 peut être sans doute comparée à celle du 24 mars 1802, lors de l'évacuation du fort de la Crête à Pierrot par les soldats de Dessalines, car Aristide a réussi à s'échapper sans aucune condition de cet exil auquel l'avaient relégué les forces impériales réactionnaires.

Ce retour avant le 20 mars a levé un défi majeur, celui de toujours nous soumettre au diktat des colons. Nous disons Bravo aux dirigeants de l'Afrique du Sud qui ont su tenir tête au commandeur Barack Obama et à sa clique ! Le néo-colonialisme a été démasqué, dénoncé et combattu, son système perfide de domination et d'exploitation a déjà volé en éclats dans bien des pays qui ont reconquis de haute lutte leur fierté et leur indépendance totale.

Ainsi s'explique le discours d'Aristide au salon diplomatique de l'aéroport Toussaint Louverture, un discours bien huilé puisqu'il y a dénoncé les envahisseurs en l'occurrence les pays qui nous ont exploités et appauvris, qui ne sont en Haiti que pour la simple et bonne raison de piller systématiquement nos richesses naturelles, afin de nous barrer la route du développement. Ce sont les richesses de notre sol et de notre sous-sol qui ont permis depuis des siècles l'enrichissement et le développement de ces puissances impérialistes.

Cependant tout n'est pas perdu, vu que la lutte axée sur une résistance sans faille ne fait que commencer ! Il nous faut être prudents et vigilants car l'ennemi, encore présent partout dans le pays, ne désespère pas de nous assujettir entièrement et de façon permanente.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'ignoble et barbare mascarade électorale dont la douloureuse échéance arrivée deux jours après l'heureux retour, s'est illustrée le dimanche 20 mars à travers la manifestation du néo-colonialisme soutenu à bout de bras par des mercenaires locaux. Un exemple frappant parmi tant d'autres: ces pays impérialistes organisant leur mascarade de vote et l'appellent « élection » à dessein de nommer une potiche, sorte de marionnette dont ils pourront à volonté tirer les ficelles.

Mais quand même, pour la première fois en Haiti, il n'y a pas eu de foule, de lignes à n'en plus finir parce que les forces occupantes et coloniales de la Minustah n'ont pas réussi à conquérir, à dominer et à dompter la grande majorité des masses populaires pour mettre en veilleuse leur esprit de lutte et de résistance. Les bureaux de vote étaient vides et c'est dans cette ambiance de rejet des élections qu'une poignée de gens ont voté pour Martelly et Manigat, ignorant qu'ils étaient en train de prolonger le chaos inéluctable dans lequel les puissances exploiteuses ont plongé le pays. Mais en dépit de tout, s'élève quand même l'inquiétude de ceux qui, la main sur le cœur, se demandent ce que seront les retombées de cette dérive ? La Communauté internationale quant à elle trouve quand même le moyen de se sentir absolument satisfaite, face à cette politique de décadence qui jette le désarroi et suscite, pourquoi ne pas le dire, une profonde désillusion au sein de toute l'opinion progressiste haïtienne.

Alors, que faire? Adopter une attitude de circonstance ou se remettre à poursuivre la lutte de libération nationale?

A ce carrefour, il faut surtout faire, et continuer à faire, ce que l'on croit devoir faire, devant pareille circonstance : continuer la lutte de libération nationale. Il n'est pas possible de se taire, ni de fermer les yeux quand se déroule devant nous le drame de ce peuple qui a vécu 5 ans dans l'indifférence de la présidence de Préval et qui va continuer à souffrir davantage soit avec Martelly soit avec Manigat ; l'entrant et le sortant étant comme bonnet blanc et blanc bonnet.

Dans cette phase décisive de la lutte, une politique nouvelle nettement démarquée de l'ancienne, doit s'ébaucher. Il n'y a qu'une seule voie possible. Que ce revers soit utilisé comme catalyseur pour pousser la lutte des masses populaires vers un plus grand objectif ! Une chose reste certaine : la lutte continue !

Une délégation de parlementaires US en Haïti


Le sénateur Kent Conrad


La sénatrice Kay Hagan


Le congresman Peter Welche

Le congresman Xavier Bercera de la Californie

Par Jackson Rateau

Mardi 22 mars 2011 dernier, est arrivée en Haïti une délégation de 5 parlementaires démocrates américains, composée des personnalités suivantes : sénateur Kent Conrad, représentant démocrate du Dakota du Nord, la sénatrice Kay Hagan, représentante démocrate de Caroline du Nord, le congresman Peter Welche de Vermont et le congresman Xavier Bercera de la Californie. La délégation est conduite par le sénateur démocrate de Vermont, Patrick Leahy.

Au cours de cette visite qui doit durer 48 heures les membres de la délégation doivent rencontrer le Premier ministre Jean Max Bellerive et certains membres du gouvernement haïtien. Dans l'agenda de leur mission en Haïti, sont respectivement inscrites d'autres visites, comme celle d'une école, d'un centre de santé, d'un camp de sinistrés, d'un centre de réhabilitation des amputés du séisme du 12 janvier 2010 et le bureau chargé de traiter les procès verbaux des joutes électorales, communément appelé Centre de Tabulation des Votes (CTV).

Les irrégularités électorales négligées par Colin Granderson

Le trinidadien Colin Granderson qui est le chef de la Mission d'Observation Electorale OEA / CARICOM (MOEC), a avoué avoir constaté certaines irrégularités dans le déroulement du scrutin du deuxième tour de la mascarade du 28 novembre 2010, à Port-Au-Prince. Ce qu'il a catégoriquement minimisé. Selon lui, ces irrégularités glissées dans le scrutin, surtout dans la capitale haïtienne, ne sont pas généralisées au niveau de tout le pays.« J'ai été au courant du problème présenté par le manque d'encre indélébile, servant à marquer les doigts des électeurs. Nous avons demandé au Conseil Electoral de remédier à ce problème », a indiqué monsieur Granderson. Même si les fraudes étaient visibles à l'œil nu ou même en flagrant délit, elles seraient quand même minimisées par Granderson qui tient à tout prix à élire son poulain.


Colin Granderson chef de la Mission d'Observation Electorale OEA / CARICOM (MOEC)

Dépouillement des urnes à la lueur des bougies


Dépouillement des urnes à la lueur des bougies en lieu et place des torches électriques promises par le CEP

Un 2e tour de mascarade d'élections, avec plus de 25 millions de dollars US de fonds et pourtant le dépouillement des urnes a été réalisé à la lueur des bougies en lieu et place des torches électriques promises par le CEP. Un exemple vivant de dépouillement était celui du centre de vote du Marché de Canapé-Vert pourvu de 23 bureaux de vote (BV) et qui offrait un spectacle lamentable. L'électricité n'était pas constante, puisqu' intermittente avec une rupture toutes les 15 ou 20 minutes, et là, aux bureaux, il fallait recourir aux allumettes et aux bougies, des sources d'énergie du reste flammables. Dans ce cas, ce fut une occasion en or pour les magouilleurs en quête d'irrégularités.

Les élections du 28 novembre 2010 et de 20 mars 2011 étant ce qu'elles sont, avec ce CEP coquin en quête de toutes les miettes, c'était la grande récolte pour les membres de cet appareil électoral « twou nan manch »

Que mijotait Wyclef Jean?


Wyclef Jean

Dans la soirée du samedi 19 mars dernier, à Delmas 65, Port-Au-Prince, l'ex-candidat à la présidence et grand supporteur de Sweet Micky Martelly, Wyclef Jean, a déclaré avoir reçu une balle dans sa main droite, alors qu'il se trouvait à l'intérieur d'une voiture blindée SUV BMW. Il était accompagné de son manager Jimmy Rosemond et du chanteur rappeur, Busta Rhymes. Jusqu'à présent le chanteur n'a pas dévoilé dans quelle circonstance, il avait reçu cette balle. Voulait il se faire passer pour une victime pour favoriser son compère Sweet Micky ?

Des morts et des blessés dans le 2e tour

Le dimanche 20 mars dernier, le jour du deuxième tour de la mascarade du 28 novembre 2010, les haïtiens ont continué à payer de leur sang et de leur vie cette mascarades. En effet, à Marre Rouge, dans le département du Nord-ouest, un inconnu armé a ouvert le feu sur un centre de vote, tuant de plusieurs balles John Billy Alexis, 25 ans.

D'autre part, à Marchand Dessalines, lors d'un échange de tirs entre les soldats de la force d'occupation onusienne et d'autres citoyens de la dite localité, un nommé Jean Baptiste a été tué par balles, deux autres personnes non identifiées sont gravement blessées. Par ailleurs, dans le Plateau Central, beaucoup de personnes ont été blessées par balles lors d'un échange de tirs d'armes à feu et de jets de pierres sur un centre de vote dans la localité de Boucan Carré. Parmi les blessés, figure un nommé Léonel Lubin.

Le retour d'Aristide!



De gauche à droite Aristide, la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Nkosazana Dlamini-Zuma. et l'acteur Danny Glover





















Observations, réflexions, questions

Par Fanfan La Tulipe

Le 20 mars 2011 n'a pas été un cauchemar, dans la mesure où le CEP n'a pas soumis la population à ces invraisemblables et grossières manœuvres marquées au coin de la fraude massive en faveur du poulain du pouvoir déliquescent de René Préval. On nous laisse croire que le taux de participation à ce second épisode dit du «deuxième tour» des «élections» a été «meilleur», comparé à la guignolesque, burlesque et rocambolesque prestation du 28 novembre dernier. Bien entendu, ceux-là qui ont voté ont eu peut-être conscience d'avoir accompli leur «devoir civique» sans réaliser, à cause de la caporalisation ambiante des esprits, que les deux candidats nageaient dans l'absurde et le comique.

En effet, finie la mascarade du 28 novembre avec tout ce bourrage d'urnes et ces milliers de bulletins éparpillés à même le sol, avec ces centaines de bulletins qui n'ont jamais été enregistrés, ce dans nombre de bureaux de vote, on ne sait vraiment pas, je ne sais vraiment pas, si les votes attribués à tel ou tel autre candidat, correspondent réellement à la réalité, à la vérité. En vérité, lors des déblosailles précédant le 7 décembre 2010, le CEP a donné la mesure de sa nullité et de son incapacité à bien gérer la *res electoralis*.

Suite à ces déblosailleries, macaqueries, bouffonneries, clowneries et pitreries l'OEA est intervenue pour imposer ses chiffres, ses «résultats», sans qu'on ait jamais su le pourcentage de votes des deux candidats «élus» pour participer au «second tour» de passe-passe des prestidigitateurs aux ordres de Washington. Pour comble d'indécence, quatre des membres du CEP n'ont pas signé le communiqué de victoire des deux super-candidats *Ban m manman m* et *Tèt kale*. En outre, les «résultats» n'ont pas été publiés au journal Le Moniteur. Qu'à cela ne tienne, tous les *voum* sont des dos, le peuple a bon dos, vive *Manman m* ! Vive *Papa m* ! *kidonk*, Tête tondue, en attente qu'il vienne tondre le peuple de la largeur de sa langue, lors de furieux, goulus, suceurs, et vipérins *tetelang* avec les investisseurs, démolisseurs, écorcheurs et décherpilleurs de la communauté internationale.

Au moment où nous écrivons ces lignes, les médias régionaux et internationaux ont déjà donné le ton en assurant que Micky Mouse mène large face à *Manman m* qui aujourd'hui *ta dèyè, dèyè nèt*. L'artiste aux manières «fessardes» serait *devan devan nèt*. Toutefois, attention !. Dans l'Evangile selon Saint Mathieu on lit : «Les derniers seront les premiers et les premiers seront les derniers!... Je ne suis pas venu apporter la paix, mais le glaive!» Dieu ! Si c'est le cas pour l'homme-fesses, *nou nan ka*, et si le glaive est fait d'un acier duvaliériste, alors là, ce sera «enfants à la mamelle». C'est sûr qu'il y aura des pleurs et des grincements de dents. Malheur aux femmes qui seront enceintes car elles donneront naissance à des enfants avec leur tête *tou kale* ! Même, ils naîtront avec des dents, dents de vulgarité, de trivialité, d'immoralité.



Michel Martelly « Sweet Micky » l'artiste aux manières «fessardes» serait devan devan nèt



Les médias régionaux et internationaux ont déjà donné le ton en assurant que Micky Mouse mène large face à Manman m qui aujourd'hui ta dèyè, dèyè nèt

Ne voilà-t-il pas que les médias étrangers ont déjà laissé voir la queue triomphante de l'animal-roi-carnaval-roi-madigra-président-du-compas-fesses-au-vent, alors que le CEP a décidé lors d'une conférence de presse, dans l'après-midi même du vote, que du ouistiti tapageur les médias locaux n'en verraient même pas le petit bout de museau. Ce qui a eu pour effet de déclencher un raz-de-marée dans les studios de la radio Signal FM. Heureusement que dans les parages il n'y avait pas de réacteurs nucléaires, autrement Pétion-Ville, Delmas et les environs auraient été pris dans un nuage radioactif qui aurait tout volatilisé sur son passage. Dieu de miséricorde ! Il y eut une émission-tremblement de terre pour fustiger cette marâtre de CEP.

Un mél ange d'indignation, de colère et de rage contenue faisait vibrer les trois animateurs dont surtout Lucien Jura le directeur de programmes, homme au verbe protocolaire, patricien, un tantinet hautain, recherché, affecté, cérémonieux, précieux, sirupeux, *fransadò*. Dans la soirée, ils étaient rejoints par le très haut en couleur radiophonique et pétillant Dr. Harrisson Ernest. Alors là, çà allait barder ! Il y avait plein d'agitation, plein d'excitation, avec des pulsations et bondissements d'adrénaline à éclater les vaisseaux sanguins. De façon véhémente, bouillante, tonitruante, bruyante, endiablée, déchaînée, les types avaient pris le mors aux dents. Souvent les quatre parlaient à la fois, dru, cru, ce qui faisait mauvaise impression, une impression de *machann piskèt* au marché de la Croix des Bossales. Les choses en étaient arrivées à un point tel de pisketterie et de bossalitude que le PDG de la boîte Mario Viau dut intervenir pour calmer débossaler et dessaler les esprits, et mettre un frein à la fureur des flots verbaux et verbeux.

Pourtant, on peut dire que toute fureur mise à part, les gars paraissaient avoir raison dans le plat de leur main et tout autour de la rondeur chromée de leurs microphones. Fichtre ! Les journaux étrangers allaient de leur plus beau et martello-mikiste pronostic, alors que les journaux locaux ne pouvaient même pas «relayer» des résultats partiels (non partiaux). Oui, à Signal FM on est puriste, casuiste, on ne «publie» pas, on ne fait que «relayer» des «impressions préliminaires». Cela se fait bien sûr aux Zétats-Zunis, pourquoi pas à Signal qui a «révolutionné la couverture électorale en Haïti…de Jacmel à Genève…à chaud, en exclusivité, en temps réel», sans *fòs kote*, et blablabla? Les grands mots qui tuent les petits chiens…

Tard dans la soirée, le docteur Harrisson nous a initiés aux labyrinthiques articles et alinéas de la loi électorale, de ses rapports avec la loi-mère, la Constitution, *manman lwa peyi a,* tout en faisant remarquer que *se sèl manman peyi a*, et tout en ajoutant, en-ce-n'est-rien, sibyllin et discrètement moqueur: *pa gen lòt*. Message subtil à l'adresse de ceux-là qui réclament: *ban m manman m* ! J'ai appris que les procès-verbaux sont préparés en six originaux. J'ai découvert nos constitutionnalistes qui ont préparé avec tant de minutie et de rigueur ordonnée les règlements régissant le fonctionnement de l'appareil électoral, et j'ai soudainement réalisé comment ça marche à la cadence précise et tic-tactante d'une horloge suisse. Brave Haïti !



Michel Martelly et sa femme Sophia

Méchants membres du CEP qui n'ont jamais eu la décence de venir présenter au grand public (même au petit public qu'on dit analphabète, mais pas bête) ce chef-d'œuvre paraconstitutionnel, et n'ont pas laissé aux citoyens l'opportunité d'en explorer, à leur guise, les méandres caverneux. Harrisson n'a pas manqué de les clouer au pilori de leur nullité et de leur sans-gêne. Seul un médecin, mieux, un psychiatre a pu imaginer nous faire une telle surprise. L'oeuf de Colomb ! Il fallait y penser. Faut pas confondre avec cet œuf qui est retourné dans le ventre de la poule: un vrai miracle politico-anatomo-biologique !

Je me demande encore pourquoi tout cet émoi, toute cette agitation, tout cet énervement à Signal FM. Tout pendant qu'ils disaient que les médias étrangers, parmi lesquels le Listin Diatio dominicain, avaient «relayé» (pas publié) les «résultats», les animateurs se gardaient bien de dire que c'est en faveur de Sweet Micky. Pourquoi cette réticence ? Pourquoi cette pudibonderie journalistique ? Pourquoi cette masturbation radiophonique qui n'est pas arrivée à jaillissement ? Pourquoi cette prétendue «objectivité» à ne pas vouloir «pencher» d'un côté ? Est-ce un sentiment de culpabilité ? Dites, psychiatre Harrisson. Oui, il y a eu apparemment une grosse tendance martellyste lors du vote, selon la presse étrangère. Et alors ? *Dekilakyèl* ? Pourquoi ce marcher *sere*, ce marcher *bobis*, cuisses collées, en réprimant la réalité ? Pourquoi ?

Après mes observations, j'en viens à d'autres considérations débouchant sur d'autres réflexions et questions. Parlons un peu d'histoire d'Haïti. Dès le parricide en 1806, l'élite possédante s'est scindée le long de deux lignes apparemment coloristes: noirs et mulâtres. Mais depuis Acaau, nous savons qu'il n'en est rien, que «la couleur n'est rien, la classe est tout», selon Jacques Roumain qui a repris en français les propos percutants d'Acaau : *nèg rich se milat, milat pòv se nèg*. N'empêche, même si les « noirs» correspondent aux féodaux et les «clairs» à la bourgeoisie marchande du bord de mer et des hauteurs, une certaine garde ne se rend pas, une pratique souterraine refuse de mourir.

En effet, au lendemain des démêlés noirs-mulâtres tout au long de notre histoire, l'occupation yankee est venue se mettre de la partie, favorisant les «clairs» jusqu'à Lescot. Le noirisme estimiste a pris sa revanche sur de longues années d'exclusion imposées par la mulâtrerie. D'Estimé à Préval, en passant surtout par Duvalier, ça fait bien presque soixante-cinq ans de «couleur noire», faut-il se demander alors si la «couleur claire», à travers Sweet Micky, ses supporters de l'élite «claire», les Bill Clinton et consorts, ne s'est pas organisée pour prendre reprendre le pouvoir ?

Comme qui dirait : *se tou pa m kounye a…*

Aristide retounen nan peyi l

Vandredi 18 Mas 2011 lan, li te bò nan 9vè maten, ansyen prezidan Dayiti, Jean Bertrand Aristide, te ateri nan ayewopò entènasyonal Toussaint Louverture, Mayigate abò yon avyon prive : ZB/ZBB, kote plizyè santèn milye Ayisyen te vin akeyi l. Nan avyon sa a, Jean Bertrand Aristide te genyen madanm li ak 2 pitit fi li yo ak plizyè lòt etranje ki te akonpanye l.

Avan l te kite Afrik di Sid, Aristide te bay yon konferans pou laprès nan ayewopò Lanseria, ki pa twò lwen kapital la, Johannesburg, pou l te remèsye gouvènman an ak pèp Sid afriken pou bon akèy yo te ba li depi 7 lane. *« Gran jou a rive, jou pou di orevwa anvanm retounen lakay mwen. Nou kontan anpil pou n retounen lakay nou aprè 7 lane. Ann Ayiti, tout moun trè kontan, rèv yo ap reyalize. Ansanm, n ap kontinye pataje amou san fen nou genyen pou pèp ayisyen an. »*

Lè prezidan Aristide te debake nan ayewopò, komite egzekitif Fanmi Lavalas la, ki genyen doktè Maryse Narcisse nan tèt li t ap resevwa l anndan ayewopò, pandan plizyè santèn milye patizan ak senpatizan Lavalas t ap manifeste kè kontan yo deyò a ak bann rara ki te sòti tout kote nan zòn kapital la. Se Maryse Narcisse ki te dirije seremoni dakèy la epi Farah Juste te mete animasyon anvan doktè Aristide te pran lapawòl, pou l te di jan l kontan retounen nan peyi l aprè 7 lane egzil fòse.

Aprè l te fin remèsye otorite Afrik di Sid yo, otorite ayisyèn yo, tout etranje retou l nan peyi Dayiti, li te kontinye diskou a pou l di : *« Nou tout nan 4 kwen peyi a e ki aletranje, mwen kontan salye nou nan lonbraj ayewopò Toussaint Louverture. Onè respè pou tout Ayisyen! Onè pou ou! Onè pou Ayiti. Respè pou 300 mil moun ki peri nan tranblemanntè a, pou viktim Kolera yo ak katastwòf politik yo. Onè respè pou reveran pè Gèrard Jean Juste ak tout lòt ewo ki sakrifye lavi yo nan defann diyite Ayiti ki malad grav. Aprè tranblemanntè a, si m te kapab transfòme kèm an chanm kay, se mwen ki konnen ki kantite chanm kay mwen ta konstwi pou tout viktim yo, pou yo sispann dòmi nan lari ak nan labou. Imilyasyon yon Ayisyen se imilyasyon tout Ayisyen. Lè yo pase diyite yon Ayisyen anba pye, se diyite tout Ayisyen yo pyetine. »*

Sou plan politik, Jean Bertrand Aristide te denonse yon lòt fwa politik desklizyon kominote entènasyonal la ak restavèk li yo ki nan tèt peyi a ap mennen kont mas pèp la depi 7 lane. *« Pwoblèm lan se esklizyon solisyon an se enklizyon. Esklizyon Fanmi Lavalas se esklizyon majorite a, esklizyon majorite a se koupe branch bwa kote w te chita a. Solisyon an se enklizyon tout Ayisyen, san patipri, paske tout moun se moun. »*

Aprè prezidan Aristide te fin pale nan ayewopò a, yo te kondwi l dirèkteman lakay li ki chita nan komin Taba, Boulva 15 Oktòb, kote yon foul moun t ap tann li. Tout moun ki te devan ayewopò a te defile devn kay Aristide l, pou te kontinye manifeste kontantman yo, plizyè bann rara t ap mete animasyon nan foul la sou tout wout la. Patizan Aristide yo te monte tèt miray yo pou yo te antre nan lakou kay la pou yo te ka wè Aristide. Aprè 7 lane li fin pase ann egzil, Aristide vin popilè nan peyi Dayiti.

Retou fizik Jean Bertrand Aristide nan peyi Dayiti montre trè klèman gen moun kip a pran nan presyon Etazini. Se ka prezidan Afrik di Sid la, Jacob Zuma ki pa t pran nan presyon Barack Hussein Obama ki te fè l konnen, prezidan Aristide pa t ka retounen avan dezyèm tou maskarad 20 Mas 2011 lan. Obama te rele Zuma nan telefòn pou fè presyon sou li epi lage tout responsabilite a sou do Afrik di Sid. Obama te di : *« Etazini ak lòt manm kominote entènasyonal la genyen anpil enkyetid ak kesyon retou Aristide la nan peyi Dayiti ki ta sanble li kapab destabilize pwosesis elektoral la. »* daprè pòtpawòl mezon blanch lan. Men reyalite a demanti prezidan Etazini an Barack Obama, Jean Bertrand Aristide retounen ann Ayiti depi vandredi 18 mas la, deyèm tou maskarad 28 Novanm nan te dewoule 20 mas, ki prèv Obama te genyen ki te pwouve Aristide t ap vin destabilize peyi a ? Epoutan, se Etazini ak rès kominote entènasyonal la ki toujou kreye kondisyon pou destabilize peyi Dayiti, jan yo te fè sa nan fen ane 2003 pou louvri ane 2004, ki te abouti a koudeta kidnapin 29 fevriye a kont prezidan Aristide.

Anpil reyaksyon te tonbe aprè retou doktè Aristide la, nan peyi Dayiti kouwè nan lòt peyi yo. An Repiblik Dominikèn, prezidan Pati Travayè Dominiken an (PTD), Jose Gonzalex Espinoza te montre trè satisfè pou akèy gouvènman Afrik di Sid te bay Aristide epi kreye bon jan kondisyon pou pèmèt li retounen lakay li : *« Mwen trè kontan retou doktè Aristide antan ke sitwayen e kòm manm Pati Travayè Dominiken. Mwen swete Aristide ap pote kole nan tabli lapè, nan devlopman ak byenèt Repiblik Dayiti pou fè pwomosyon bon vwazinaj ak koperasyon ki egziste ant 2 pèp yo. Se bon leson de solidarite de yon pèp a yon lòt pèp e se yon bòn okazyon pou fè sitwayen yo konnen pi byen se dw yo pou yo viv nan peyi yo e fè fas a tout sitiyasyon kip a rive, si yo komèt yon fot se lalwa ki la pou sanksyone yo. »*. Nan Pòtoprens ak rès peyi a, tout mou nap kòmante sou fason pa yo, retou Aristide la e yo rezime l konsa : *« Papa m tounen, mwen pa nan manman, m pa nan papa, mwen nan fanmi an. »*

Retou Jean Bertrand Aristide la se pa yon kado, se rezilta yon batay depi 7 lane kont manti e pou laverite, kont lokipasyon e pou libète. Retou a fin fèt li fèt nèt, batay ap kontinye pou pi rèd pou liberasyon peyi a anba bòt fòs okipasyon Loni an, kont lesklizyon e pou patisipasyon mas pèp la nan zafè politik peyi a. Batay la ap kontinye kont enjerans, kont revokasyon ilegal nan antrepriz piblik, kont grangou, mizè ak inyorans.

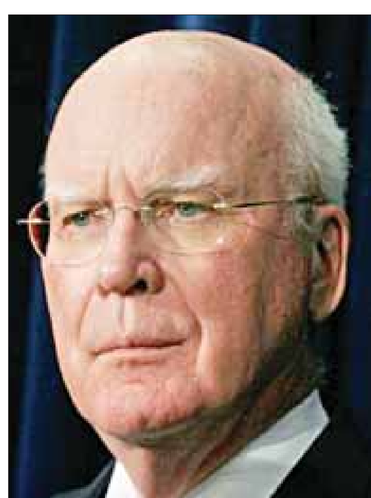
PL

Yon delegasyon meriken ap vizite Ayiti

2 jou apre eleksyon yo, yon delegasyon ki gen ladan l palmantè ak kongresmann meriken ap pase 2 jou an Ayiti kote yo pral chita pale ak Premye minis la Jean Max Bellerive ak lòt manm nan gouvènman an.

Manm delegasyon sa ap pwofite vizite yon sant sante, yon lekòl, yon faktori, yon sant pou andikape, youn nan sit kote sinistre 12 janvye yo jwenn refij, epitou biwo ki responsab pwosè vèbal sant vòt yo.

Nan tèt delegasyon sa nou jwenn Patrick Leahy. Lòt manm yo se senatè Dakoto Dinò a Kent Conrad, senatris Kay Hagan ki soti nan Karolin Dinò, kongresmann Peter Welch ak Xavier Becerra pou peyi Vèmon ak Kalifònya epi Aaron Wiliams ki se direktè Peace Corps.



Patrick Leahy

Eleksyon : bilan 2 moun mouri, plizyè lòt nan prizon

Otorite yo anonse gen 2 moun ki mouri pandan eleksyon an t ap dewoule nan jounen dimanch 20 mas.

Youn moun yo pa rive idantifye te louvri zam nan yon sant vòt nan Mawouj, depatman Nodès, John Billy Alexis te jwenn lanmò l. Lòt moun ki mouri a se nan komin Machan Desalin. Lapolis te fè kèk arestasyon. Direktè KEP la di li regrete anpil lanmò 2 sitwayen sa yo.

Wyclef Jean blese nan men, pouki tout bri ?



Wyclef Jean

Kòman Wyclef Jean fè blese? Manaje l di se tire yo tire sou yon machin chantè a te ladan l . Chèj polis Petyonvil la fè konnen se ta va yon moso vè ki ta koupe men Wyclef.

Wyclef Jean, Busta Rhymes ak Jimmy Rosemond te nan yon machin SUV BMW anpil moun di ki blende, zanmi l yo pa gen anyen. Ensidan sa rive samdi swa lavèy eleksyon yo e nan demen dimanch tout laprès peyi te gen yon sèl nouvèl « yo tire sou Wyclef », tout televizyon nan peyi etranje t ap montre Wyclef ak yon men l ki bande. Kisa vrèman ki te kache dèyè mannèv sa?

Dizon Colin Granderson sou eleksyon dimanch nan

Chèf misyon obsèvasyon eleksyon pou OEA/Karikòm nan Colin Granderson fè konnen li te remake kèk ti bagay ki pa ta dwe fèt nan fason eleksyon yo te dewoule nan Pòtoprens dimanch nan. Li di tou li te okouran pa te genyen ase lank pou make dwèt elektè yo e li te mande KEP la pou te rezoud pwoblèm sa yo.

Aristide, le retour d'un mythe !



Jean Bertrand Aristide est rentré à Haïti, il était accompagné par Dany Glover, Piedad Córdoba, Amy Goodman, Maite Nkoana-Mashabane (ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud), Katherine Keane, son avocat Ira Kurzban et tant d'autres.

Par Wiener K. Fleurimond

Il y a quelques jours encore, nos amis en Haïti et en France nous traitaient de fanatique lorsqu'on parlait de l'accueil qui allait être fait par la population à l'ancien Président Jean-Bertrand Aristide à l'occasion de son retour au pays après ces sept années d'exil. Ils nous demandaient « si l'on perdait la tête ». D'après certains d'entre eux, « le temps change pour tout le monde y compris pour la (sa) popularité » de l'ex-chef de l'Etat. Toujours selon eux, « l'ancien curé de Saint-Jean Bosco est un homme fini politiquement et il n'est plus le mythe vivant qu'il était » avant son arrestation et sa déportation dans les lointaines contrées du continent africain.

Bref, l'homme meurtri et vieillissant n'aura plus qu'à se contenter de quelques aficionados aveugles qui persistent à croire en ce personnage du passé. Pour beaucoup, « le temps d'Aristide, faiseur de roi, est révolu ». Fidèle au principe d'objectivité qu'on s'est donné devant les faits politiques de quelque nature que ce soit, nous avons pris acte de ces déclarations que nous estimions dénouées de tout bon sens et surtout faites en-dehors de la réalité sociopolitique haïtienne. Ayant eu la chance de parcourir ce pays continuellement depuis des années, nous savions que le jour où l'ancien Président de la République devait retourner dans son pays, ce ne serait point le Président d'Haïti que le peuple haïtien accueillerait, mais un héros populaire, mieux, un mythe vivant.

Nous avons toujours dit et écrit : 29 février 2004 fait d'Aristide l'homme politique le plus populaire que ce pays n'ait jamais connu. L'inverse de ce que recherchaient tous ses détracteurs locaux et étrangers, qui, en l'exilant aux confins du monde, pensaient en finir avec ce qui les fait le plus peur : sa popularité. Un grand philosophe allemand (Friedrich Nietzsche) disait dans l'un de ses écrits : «nous ne vivons pas pour le futur, nous vivons pour qu'il nous reste un passé». Naturellement cela peut paraître curieux, mais celui ou celle qui souhaite laisser son nom dans les annales, doit travailler pour le futur. L'œuvre ainsi réalisée profitera non seulement à la génération présente mais facilitera aussi le passage à la postérité. Bref, avoir un passé après sa disparition.

Depuis 1990, l'épopée de la vie publique de l'ancien Président entre dans le champ de cette interprétation dans la mesure où ses adversaires d'hier et, sûrement encore, d'aujourd'hui persistent à gommer sa popularité dans le présent tout, a posteriori, en amplifiant ce qui doit lui rester dans le passé. Jean-Bertrand Aristide est rentré dans l'histoire nationale à multiple facette. Premier haïtien deux fois élu chef d'État dans des élections aux suffrages universels directs. Deux fois renversé par un coup d'État. Deux fois contraint de partir en exil. Deux fois de retour dans son pays sous la pression populaire et par la force des choses. Toujours avec une popularité intacte. En effet, le phénomène Aristide est là. Rien apparemment ni personne, ne semble capable d'atténuer cette emprise sur son peuple.

Mais là où cela dépasse tout pronostic, c'est quand, par la force encore et toujours de ses opposants, il devient d'abord héros national puis personnage mythique, mais bien réel pour la majorité de la population. Autant il est haï, critiqué, méprisé et trahi, le plus souvent sans aucune justification, par le microcosme politique traditionnel haïtien, ce que nous appelons les survivants de 1806. Autant est-il adulé, adoré, choyé et porté sur l'autel de la plénitude patriotique par la grande masse pour laquelle, justement, le fondateur de la patrie, Jean-Jacques Dessalines, préféra la mort au lieu de la trahir. Après sept ans d'absence forcée, la population apporte, une nouvelle fois, un cinglant démenti aux clercs locaux et leurs complices d'ailleurs sur l'hypothétique désamour qui aurait existé vis-à-vis de leur leader charismatique.

Le retour triomphal de l'ancien Président le vendredi 18 mars 2011 qu'on disait être abandonné par les siens et par son peuple est aussi une occasion pour les ennemis de la démocratie en Haïti de réfléchir à deux fois avant de se lancer, sous prétexte

Suite à la page (16)

Aristide: «La solution en Haití c'est l'inclusion»

L›ancien président, vêtu d›un costume bleu sombre, est descendu de l›avion en souriant, accompagné de sa femme Mildred et de ses deux filles qui pleuraient d'émotion. Il a reçu un accueil protocolaire du Secrétaire Général de la Présidence haïtienne, Fritz Longchamp, en présence d'une cinquantaine de personnes venues pour l'accueillir. Un peu plus tard l'ex-Président Jean Bertrand Aristide s'est rendu au Salon VIP de l›aéroport, pour y donner son premier discours en conférence de presse. « Mes sœurs et frères si vous pouviez poser vos mains sur mon cœur vous sentiriez comment il bat plus vite pour vous dire bravo, merci, bravo, merci » rappelant de ne pas oublier les victimes du désastre du japon. « honneur respect, honneur pour vous, et respect en mémoire des 300,000 victimes du tremblement de terre » remerciant le Président Zuma, Mbeki, Mandela, ses frères et sœurs d›Afrique centrale, de la Jamaïque et d›Afrique du sud « Même si Haïti est loin de l›Afrique, nous n›oublierons jamais les racines de notre culture, nous dirons toujours à nos enfants et petits enfants de se souvenir d›où viennent nos ancêtres [...] L›union fait la force, la division fait la faiblesse [...] mes sœurs, mes frères comme vous le savez la belle rose de la reconnaissance du pays d›Haïti fleurira toujours pour les vrais amis étrangers que nous avons, qui sont ici avec nous ou dans divers autres pays...»

Puis il a salué ses sœurs et frères de Cuba et spécialement les médecins Cubains qui sont engagés dans la lutte contre le choléra.

« Mes sœurs et frères si vous pouviez pencher votre tête sur mon cœur, vous entendriez comment il bat plus vite, vous entendriez la façon dont il chante une mélodie de consolation pour Haïti. Haïti notre mère qui a besoin de respirer l'oxygène de la dignité... »

«...depuis le tremblement de terre, si je pouvais transformer les chambres de mon cœur, en chambres de maison, je sais déjà, quelle quantité de chambres que toutes les victimes trouveraient, pour arrêter de dormir dans la rue, dans la boue [...] humiliation...[applaudissements]. Oui, l›humiliation d›un haïtien, c›est l›humiliation de tous les haïtiens. Lorsque la dignité d›un haïtien est blessée, c›est la dignité de tous les haïtiens qui saigne. Notre sang est le sang de Toussaint Louverture, nous ne pouvons pas trahir notre sang. Mes sœurs, mes frères, aujourd›hui l›accouchement du retour a été fait sous l›ombrage de Toussaint Louverture. Lorsqu›ils l›ont kidnappé pour l›exiler, au mois de juin 1802, il avait déjà dit qu›il y a beaucoup de racines de la liberté et elles sont bien plantées, couper le tronc de la liberté est une chose, mais jamais toutes les racines ne pourront être éliminées...»

«...aujourd'hui, sous l'ombrage de Toussaint Louverture, nous sommes contents de venir nous tenir avec tous les jeunes, vous, de la nouvelle génération, qui voulez l›éducation dans la dignité sans exclusion... le problème c›est l›exclusion, la solution c›est l›inclusion. L›exclusion de Fanmi Lavalas c›est l›exclusion de la majorité. L›exclusion de la majorité



Mildred et Jean Bertrand Aristide, ce dernier est l'homme politique le plus populaire que ce pays n'ait jamais connu et il est resté égal à lui-même

égale à couper la branche sur laquelle nous sommes assis. Le problème c›est l›exclusion, la solution c›est l›inclusion de tous les haïtiens sans parti pris, parce que Tout moun se moun »

«Pour l'honneur de Jean Jacques Dessalines nous venons apporter notre petit concours, si le petit ballon de l›éducation est centré sur le terrain de la dignité, nous mettons l›exclusion à l›extérieur et de cette façon, la nouvelle génération va commencer à bénéficier des richesses qui dorment dans les entrailles d›Haïti : l›or, le cuivre, l›uranium, le bauxite, l›argent... Le carbonate de calcium qui se trouve à Paillant, Miragôane dépasse les 23 milliards de dollars américains. Les réserves de pétrole sont sans doute plus grande que nous croyons... Nous mêmes les haïtiens, nous sommes la plus grande richesse... »

«Pendant sept années nous avons communiqué à distance, aujourd'hui nous sommes là pour semer la Paix partout, tout le temps [...] Vous-mêmes haïtiens qui aimez la Paix, nous condamnons toutes les formes de violence, pour que l›éducation de la jeunesse puisse déboucher sur la Paix mentale et la Paix dans le ventre. [...] Nous sommes là, pour aller là où il y a la misère, la faim, le chômage, l›insécurité... Haïti est très malade, du 29 février 2004 jusqu›à aujourd›hui, la maladie est devenue plus grave... Le plus gros espoir d›Haïti ce sont les haïtiens, le plus gros remède pour Haïti c›est l›amour... [...] Si l›éclosion du crocus dépend des rayons du soleil, l›éclosion d›Haïti dépend du soleil de notre amour »

« Mon rôle est de vous servir dans l'amour, votre rôle est de vivre pour que Haïti ne meurt pas, le rôle du bon patriote est d'aimer son pays... [applaudissement] »

Aristide a ensuite quitté l›aéroport à bord d›un véhicule blindé, traversant une foule de plusieurs milliers de partisans venus l›accueillir, brandissant dans une ambiance festive, des pancartes en créole: « Bon retour au président Aristide », « Président Aristide vous êtes un symbole pour le peuple haïtien », avant de rejoindre sa résidence de Tabarre.

Forum Unité Communiste
19 mars 2011
WKF



Ce retour historique devait inciter aussi les haïtiens à se questionner sur l'attitude de la Communauté internationale envers Haïti.

Le retour de Jean-Bertrand Aristide

Par Claude Ribbe *

Plus de sept ans après avoir été enlevé en pleine nuit par un commando des forces spéciales de l'Amérique de George Bush, aux ordres de Luis Moreno, chef de la CIA à Port-au-Prince, Jean-Bertrand Aristide, premier président démocratiquement élu de l'histoire d'Haïti, rentre enfin au pays. Il est pour le moins paradoxal de constater que l'Amérique d'Obama, par deux fois, a adressé ces derniers jours des messages enjoignant à l'ancien président de différer son retour jusqu'au lendemain du second tour de l'élection présidentielle haïtienne, prévu dimanche 20 mars 2011.

La diplomatie française - dirigée par le maire de Bordeaux, une ville qui a pesé lourd dans l'histoire d'Haïti - bien que très certainement invitée à relayer ces rodomontades, s'est contentée d'utiliser des termes beaucoup plus mesurés en rappelant que « rien ne doit détourner de la nécessaire mobilisation pour mener à bien le processus électoral en cours ».

C'est en tout cas porter beaucoup d'intérêt à un homme dont j'entends dire depuis sept ans qu'il ne compte plus. Si l'on peut espérer que la démocratie l'emporte en Haïti, en quoi l'Amérique aurait-elle plus le droit d'interférer dans les affaires haïtiennes que les Haïtiens dans les affaires américaines ?

Ces menaces du porte parole du département d'Etat sont en tout cas bien inutiles. Elles obligent par ailleurs les USA à veiller sur la sécurité d'Aristide car, s'il lui arrivait malheur – pendant son vol de retour ou après son arrivée à Port-au-Prince - il serait certainement difficile de ne pas évoquer les basses œuvres de Washington. Ces mises en garde risquent par ailleurs de produire l'effet inverse de ce qui était attendu. En bravant le diktat américain, non seulement Jean-Bertrand Aristide adopte d'emblée la posture d'homme d'État qui était la sienne au moment de son enlèvement, mais il devient un modèle d'indépendance, de courage et de dignité, pour tous les pays du Sud.


Aristide et Mildred

C'est vrai, Aristide n'a qu'à lever son chapeau et Port-au-Prince descendra dans la rue pour se mettre derrière lui, ce qui vaut bien une élection truquée. Et l'Amérique peut le craindre.

Cependant, le retour de l'ex-président n'est pas destiné, d'après ce que j'ai retenu de nos conversations, régulières pendant ces sept dernières années, à lui permettre de terminer un mandat, interrompu par la seule volonté des anciens pays colonisateurs, même si on peut se demander si ce ne serait pas légitime. Aristide a déjà indiqué qu'il rentrait pour se consacrer à l'éducation, comme il l'avait d'ailleurs entrepris depuis longtemps. Il est très certainement sincère. L'élection présidentielle, telle qu'elle se présente, n'a pour lui aucun intérêt. Elle n'intéresse d'ailleurs pas davantage les Haïtiens. Un rôle durable d'arbitre à l'autorité morale incontestée garantit à Aristide autant d'influence que s'il exerçait un éphémère mandat, harcelé par les anciens pays négriers.

Cependant, combien de temps pense-t-on pouvoir empêcher les Haïtiens de choisir qui bon leur semble pour les gouverner ? Le 20 mars 2011, un scrutin présenté comme démocratique doit en effet désigner le prochain président de la République d'Haïti. Ce président ne vaudra que ce que vaut l'élection. Sa légitimité est déjà en ruines, à mon avis, à l'image du palais présidentiel, qui n'a pas résisté au dernier tremblement de terre. Ce scrutin résulte en effet d'obscures tractations menées par un conseil électoral « provisoire » en place depuis sept ans sous la surveillance des anciens pays colonisateurs qui croient pouvoir agir à Port-au-Prince comme en pays conquis, à l'instar de ce qu'ils ont l'habitude de faire dans certains pays africains. Au premier tour, le CEP a purement et simplement interdit à plusieurs partis haïtiens, dont bien entendu celui de Jean-Bertrand Aristide, de participer au scrutin, sélectionnant ainsi les heureux élus admis à concourir.

Comment peut-on imaginer un seul instant, dans ces conditions, que l'élection à la présidence d'Haïti, quel qu'en soit le résultat, et quel que soit le mérite personnel du vainqueur, puisse être respectée et respectable ?

Quant à l'Afrique du Sud, elle semble avoir fait fi des pressions subies depuis ces derniers jours de la part de Washington, puisqu'elle aurait mis à la disposition de l'exilé, qu'elle héberge et protège depuis sept ans, un avion privé lui permettant de rentrer, lui sa famille, et autorisé quelques amis proches, au nombre desquels j'ai l'honneur de figurer, de même que Danny Glover, à l'accompagner.

Ce retour est l'œuvre de toutes celles et de tous ceux qui, malgré les menaces, les insultes et les persécutions, ont milité, pendant sept ans, non seulement pour que justice soit rendue à un homme qu'on a forcé à l'exil et tenté d'assassiner, et pas seulement par la calomnie, mais aussi pour que les choix politiques des Haïtiens soient respectés.

On ne peut que féliciter René Préval, quelles que soient ses raisons, d'avoir tenu sa parole, même en fin de mandat, en permettant à son ancien allié de rentrer au pays.

S'il ne fait guère de doute que les Haïtiens se réjouissent du retour de « Titide », sa réapparition ne plaît pas à tout le monde. Une certaine presse qui, au moment du coup d'État, a relayé toutes les accusations montées dans les officines macoutes ou américaines, devrait se faire plus discrète, car le moment est venu, certainement, de les montrer, ces preuves qu'on attend depuis sept ans, pour étayer ces accusations.

Il est frappant de lire dans les dépêches non plus qu'Aristide aurait démissionné en 2004, ce qui est faux, mais qu'il a été chassé par un coup d'État et une insurrection armée, ce qui est presque vrai. Les journalistes oublient de dire que l'insurrection armée n'était que le fait d'une poignée de mercenaires et que le coup d'État a été perpétré par les anciens pays colonisateurs et accompagné d'un enlèvement.

Cet enlèvement, principalement organisé par l'Amérique de Bush, a eu, hélas, des complices en France, ceux-là même qui gardaient dans leur manche un improbable joker : Duvalier fils, hébergé et protégé par la République pendant vingt cinq ans puis retourné à l'envoyeur.

Rappelons quelques noms (la liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée au besoin). Dominique de Villepin, chantre des Békés de la Martinique, qui, malgré sa réputation de fier bonapartiste, attendait humblement les ordres de Colin Powell, tapi dans son bureau de ministre des Affaires étrangères (de style empire, bien entendu).

Michèle Alliot-Marie, qui prêta forcément son concours à l'opération, en sa qualité de ministre de la Défense, notamment en pilotant avec Bongo l'opération peu glorieuse consistant à recevoir Jean-Bertrand Aristide en Centrafrique, où stationnaient des troupes françaises.

Pour la CIA, Bangui était considéré comme une « prison française ». Mais Alliot-Marie, décidément bien mal renseignée, n'avait pas prévu que, dans cette « prison française », il était également au programme de faire assassiner Aristide, ce qui a bien failli arriver. Naturellement, la « grande muette » aurait porté le chapeau.

Thierry Burkard, aujourd'hui retraité en province et occupé à écrire des romans policiers, qui n'obtint ses épaulettes d'ambassadeur, depuis longtemps par lui convoitées, qu'à charge d'organiser la déstabilisation d'Haïti, avec le soutien d'Eric Bosc, «diplomate» chargé, à l'ambassade de France à Port-au-Prince, d'intoxiquer la presse en inepties, parfois racistes, sur Aristide et depuis expulsé du Togo pour ingérence. Le plus étrange, c'est qu'il se soit trouvé des journalistes, et pas des moindres, pour recopier les « tuyaux » de Bosc.

Régis Debray, le moustachu que Guevarra accusa, peu avant sa mort tragique, d'avoir été « trop bavard ». En 2004, ce courageux auteur français, dressé sur ses ergots, plastronnait, en battle dress, entouré de gendarmes armés jusqu'aux dents, à la tête d'une commission, et aux côtés d'une bien romanesque jeune femme, présidente d'une mystérieuse association, « Fraternité universelle », une jeune femme qui se faisait appeler Albanel, du nom de son mari, général, mais qui n'était autre que Véronique de Villepin, la propre sœur du ministre. Elle s'occuperait aujourd'hui de l'aumônerie de Sciences Po, et, bien sûr, de sa mystérieuse association, toujours très présente, paraît-il, dans les zones agitées de la planète.

Régis Debray - ce qui n'étonnera personne - et Véronique de Villepin – ce qui est plus étrange pour une dame patronnesse - n'hésitèrent pas à aller menacer de mort Jean-Bertrand Aristide, au cas où il ne démissionnerait pas, utilisant textuellement l'expression « Auriez-vous une vocation de martyre ? » ce qui est formellement attesté, non seulement par le témoignage de Jean-Bertrand Aristide lui-même, mais également par un télégramme diplomatique rédigé par l'ambassadeur Burkard, pour se couvrir. Régis Debray, qui a toujours nié avoir été accompagné ce jour-là par Véronique Albanel, ne prouve qu'une chose, c'est qu'il est non seulement bavard, mais galant, pour ne pas dire menteur. Le guérillero galant et la Mata-Hari des bénitiers n'étaient pas seuls. Voici la liste des membres de leur commission, dont le but réel n'était pas de réfléchir sur l'avenir des relations franco-haïtiennes, mais de renverser ce petit nègre effronté qui avait osé rappeler à la France qu'elle avait une dette de 21 milliards de dollars à l'égard de son ancienne colonie, sans parler des réparations pour 150 années d'esclavage, suivies d'un début de génocide.

Marcel Dorigny, professeur à Paris VIII - pour la caution historique et communiste - Yvon Chotard, ex adjoint au maire de Nantes depuis rallié à l'UMP - pour la caution socialiste - le dominicain Serge Danroc - pour bénir l'opération- Serge Robert, président de la banque des Antilles françaises, l'indispensable financier, proche évidemment des Békés, sans oublier Jacky Dahomay, l'oncle Tom de cette fine équipe, le protégé de la conseillère Blandine Kriegel, ex prof de philo mao au lycée Buffon, devenue avec l'âge grande prêtresse de la chiraquie. Plus insignifiants : Myriam Cottias, Florence Alexis, Gérard Barthélémy, François Blancpain. Ajoutons l'ambassadeur Philippe Selz et François Marchand, du quai d'Orsay, qui, eux, exécutaient les ordres sans états d'âmes et avaient au moins le mérite d'être des professionnels.


Aristide lors de son arrivée à Bangui. Pour la CIA, Bangui était considéré comme une « prison française ».

J'allais oublier Christophe Wargny, qui a fait sa carrière à la faveur de ses reniements. L'auteur de *Haïti n'existe pas* (tout un programme !) ne faisait pas partie de la commission, mais il s'est toujours montré prêt à accourir devant les micros, et zélé, quand on le sifflait, pour venir mordre la main qui l'avait nourri. Et aussi Charles Najman, journaliste autoproclamé « cinéaste » et spécialiste d'Haïti qui, en toute objectivité, a réalisé *Le temps des chimères*, du nom méprisant donné aux partisans d'Aristide.

C'est dans ce vivier de macoutes français qu'on choisira probablement ceux qui, au pays des droits de l'homme, auront le droit de parler d'Aristide ces jours prochains et seront présentés par la presse aux ordres comme des spécialistes incontournables de la négritude. Comme d'habitude, sans la moindre preuve, ils accuseront Aristide d'avoir été un dictateur, un trafiquant de drogue et de s'en être mis plein les poches. Ils s'apitoieront sur la « malédiction » qui frappe Haïti. Malédiction dont le retour du président ne sera pour eux, évidemment, après le tremblement de terre et le choléra, qu'un nouvel épisode. Ils demanderont une fois de plus la mise sous tutelle de l' « homme blanc » de cette « pupille de l'humanité ».

Pour tous ces gens, le retour d'Aristide, c'est certain, n'est pas une bonne nouvelle. On serait tenté d'en sourire si la répression qui s'est abattue sur Haïti après l'enlèvement de Jean-Bertrand Aristide n'avait fait plus de dix mille morts. On lit aujourd'hui qu'Aristide serait encore « très populaire » auprès des Haïtiens les plus pauvres. C'est vrai que ceux-là ne votent pas et qu'une certaine France aimerait bien, comme en 1802 (après avoir adopté les orphelins…) les jeter aux chiens. Mais ils constituent quand même 99 % de la population.

17 mars 2011

Ndlr. * Claude Ribbe est un écrivain et réalisateur. Ancien élève de l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm, où il fut l'élève de Louis Althusser et de Jacques Derrida, il est agrégé de philosophie.

As Martelly Mimics Aristide: Haitians Boycott Second Round Between Neo-Duvalierists

By Kim Ives

A version of this article entitled "Michel Martelly, Aristide's weak imitator" was published by The Guardian (UK) on Mar. 22, 2011

Former President Jean-Bertrand Aristide was the real winner of Haiti's Mar. 20 presidential and deputy run-offs as the majority of Haiti's 4.7 million voters shunned choosing between a vulgar pro-coup konpa musician, Michel "Sweet Micky" Martelly, and a professorial former First Lady, Mirlande Manigat, for president. Both candidates share right-wing histories (supporting the 1991 and 2004 coups d'état against Aristide) and programmes (most tellingly, reactivation of the Haitian army, which Aristide demobilized in 1995).

Most polling stations had only light turn-out. Any voting lines observed around the capital, Port-au-Prince, and its tent-strewn suburbs were due to administrative delays and irregularities (which were widespread), including a lack of ballots, finger-marking ink or poll workers. One station had ballots for a 2009 senate race delivered. Some polls opened up to four hours late.

Our random sampling of final vote tallies at four polling stations (each composed of several "voting bureaus") in Cité Soleil, Delmas and Lalue revealed that only 17.7% of their registered voters turned out to vote. That participation rate is well below the almost 23% rate of the dramatically flawed Nov. 28 first round, which already marked a record low for Haiti, and all Latin America, since such record-keeping began over 60 years ago.

An OAS poll observer said that turnout in Arcahaie and Cabaret, two rural towns north of the capital, was only about 25%. The random samples showed Martelly leading Manigat by about three to one. The elections took place despite the fact that the Provisional Electoral Council (CEP) never voted to authorize a second round. This illegality was "*one of our concerns,*" OAS/Caricom observer team chief Colin Granderson told *Haïti Liberté* and *Democracy Now!* the evening before the election. That "*concern*" about the law didn't stop the election though.

In a Mar. 21 press conference, Granderson acknowledged the low turnout, admitting that the "*final numbers were a bit disappointing.*" The CEP will not announce preliminary results until Mar. 31; final tallies are due Apr. 16.

Aristide landed in Haiti from a seven-year exile in South Africa aboard a small government jet from that country at 9:10 am on Mar. 18. He was met first by scores of elbowing journalists on the tarmac, and then greeted on his two-mile drive home to Tabarre by tens of thousands of Haitians, who descended on the airport as the news of his arrival – preceded by many false alarms – spread like wildfire through the capital region.

In his arrival speech, Aristide did not directly criticize the illegal elections, as the US and French governments (which had spearheaded the 2004 coup against him) had feared, causing them to work hard at blocking his return. (Despite crises in Japan and the Middle East, President Barack Obama found the time to make two phone calls to his South African counterpart Jacob Zuma in an unsuccessful effort to have the flight that carried Aristide cancelled.) Instead, Aristide simply observed that "*the problem is exclusion, the solution is inclusion.*" The CEP had arbitrarily



UN occupation troops and tanks guarded many voting centers, like this one in Cité Soleil. Turn-out for the "selection" was light

barred Aristide's Fanmi Lavalas party from the election in November 2009, two months before the Jan. 12 earthquake.

"*The exclusion of the Lavalas Family is exclusion of the majority,*" Aristide continued in Kreyòl. "*Exclusion of the majority is exactly like cutting off the branch that we are all sitting on.*"

The Haitian people got the message loud and clear, although many of the young people who flooded into the Aristides' courtyard, scaling the compound's walls and climbing onto the only partially repaired house's roof proclaimed that they would vote "*tèt kale,*" a reference to Martelly's bald head. However, others in the giant crowd often interrupted them, saying "*there was no first round, so there can be no second round,*" a slogan devised by boycotting Lavalas base organizations and embraced by 10 of the 17 other jilted presidential candidates.

"*Very few are participating in this selection today,*" said Wilson St Val, a former member of Aristide's presidential security unit, standing in front of a Cité Soleil voting station guarded by UN occupation troops and tanks on election day. (Boycotting Haitians prefer "*selection*" to "*election.*")

"*There is minimal participation in all the popular neighborhoods because they are Lavalas bastions,*" he said. "*The foreigners thought Aristide would disrupt the mascarade, but he didn't. He and we are letting them do their thing, but we are still here, watching.*"

Martelly has seduced parts of Aristide's urban poor base with intermittent populist and nationalist posturing, an irreverent stage persona and a well-financed, professionally-run campaign, which climaxed with a star-studded concert (including Wyclef Jean and Prad of the Fugees) on the Champ de Mars, complete with confetti, smoke machines, fire-works and a bone-vibrating sound system. If that is not enough, Martelly has also borrowed a trick from François "Papa Doc" Duvalier, the cagey dictator who won a 1957 election and then rigged a 1964 referendum to make himself "President for Life" until his death in 1971. To consolidate his ruthless power, Duvalier formed the Volunteers for National Security (VSN), more commonly known as the Tonton Macoutes. Every Macoute received a card that afforded him many privileges, like free merchandise from any store he entered, entitlement to coerced sex, and fear and respect from people in general.

This system, which hoisted many a poor devil from low station to high, may have inspired a 21st-century variant. For $30, before the election, potential voters could join the Base Michel Joseph Martelly (BMJM)) and invest in a pink plastic membership card, with photo, which promises many advantages (such as a job, say) when the Martelly administration comes to power. The move ensures prepaid voter participation and an *esprit de corps* among the loyal.

"*I'm proud to carry this card and to vote for tèt kale,*" said Dimitry Bellefleur, a "Classe 2" member who was attending a pro-Martelly committee meeting in Barbancourt II, an earthquake victim camp of 310 families pitched on a dusty strip of industrial wasteland wedged between an assembly factory and an NGO depot near the airport. These BMJM committees are boring into poor neighborhoods and eviction-threatened IDP camps around Haiti.

"*Martelly has come with a populist message,*" St Val said. "*Everybody can see that he is saying practically the same things you would hear coming from Aristide's mouth. Some organizations from the popular neighborhoods are marching with him, but not many.*"

Martelly's successful populist pitch has been dented by yet another YouTube video (http://youtu.be/myam-dTaJvxo), where he talks about Haiti's militant poor: "*The Lavalas are so ugly. They smell like shit. Fuck you, Lavalas. Fuck you, Jean-Bertrand Aristide.*"

When Martelly came to vote in Pétionville on election day, it briefly looked like a replay of 1990, when Aristide was first elected president. An ecstatic crowd massed on the sidewalks and hailed the candidate, chanting the same songs their parents did 20 years ago, just replacing "*Titid*" with "*Micky.*"

But just beyond the crowd on which all cameras were trained, hundreds of people walked like ghosts among the tents still pitched on the Place St. Pierre, completely uninterested in the commotion 25 yards away. 1990 this definitely was not. Aristide summed it up when giving Amy Goodman and Sharif Abdel Kouddous of *Democracy Now!* an interview in his home just hours after his return. He spoke of the similarities between 1990 and the outpouring for his return and of "*sharing love with the people, loving them.*"

But, he continued, "*they are so bright, if you are faking, pretending that you love them and using beautiful words, they will smell it, they will get it.*"

Aristide's Return and Haiti's Popular Movement

By Dan Coughlin

A version of this article entitled "Aristide Returns" was published in The Nation, Mar. 20, 2011

Former President Jean-Bertrand Aristide's triumphant return to Haiti after seven years of forced exile in South Africa signals a new stage in the Caribbean country's popular and democratic struggle just as a resurgent right wing prepares to lay electoral claim — for the first time since François "Papa Doc" Duvalier's 1957 victory — to the country's presidency following a controversial US-backed presidential poll on Mar. 20.

"*Today may the Haitian people mark the end of exile and coup d'état, while peacefully we must move from social exclusion to social inclusion,*" said Aristide, referring to the bloody 2004 US-backed coup, the second time he was driven from power after being elected with huge popular majorities.

Aristide's return comes at a key turning point in the country's history. Bolstered by a 14,000-strong UN military occupation known as MINUSTAH, and massive international aid following the January 2010 earthquake, Haiti's tiny right-wing elite have become stronger, economically and politically, than at any time in the last 25 years.

This has been dramatically underscored by the return of former dictator Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier from France earlier this year and an openly fraudulent electoral process that has barred Haiti's most popular political party — Aristide's Fanmi Lavalas — from participation and put forth two right-wing candidates.

Michel "Sweet Micky" Martelly, 50, a popular konpa musician, faces off against Mirlande Manigat, 70, the wife, and some say surrogate, of a former right-wing president. Both candidates backed the 1991 and the 2004 coups against Aristide and support the return of the Haitian army, which Aristide disbanded in 1995.

"*The international community is imposing their will, using the guns of the UN troops, to impose two very right-wing candidates with Duvalierist elements on the Haitian people,*" noted Pierre Labossière of the San Francisco-based Haiti Action Committee.

Aristide's return, which threatens the resurgent neo-Duvalierist movement and represents a victory for the popular movement, changes the political equation, according to many grassroots activists.

The extent of Aristide's influence is clear from recently released Wikileaks cables.

A June 2005 State Department cable describes the US and Brazilian governments agreeing "*that all efforts must be made to keep Aristide from returning to Haiti or influencing the political process.*" In another just released 2005 cable, US and French diplomats threatened to block South Africa's seating on the UN Security Council unless South African President Thabo Mbeki managed to keep Aristide in exile there.

The French said Aristide's return would be "*catastrophic*" and even plotted to hinder Aristide in the logistics of reaching Haiti by air from South Africa.

"*There has been a political vacuum at all levels since the absence of Aristide and especially since January 12 [2010 earthquake],*" said Yves Pierre Louis, the Port-au-Prince bureau chief of *Haiti Liberté*, a left-wing weekly newspaper. "*Aristide's presence alone will be like a serum. It will revitalize the popular movement and the struggle against occupation and neo-liberalism.*"

"*Aristide can't physically lead the fight against the MINUSTAH. But at least we'll have somebody who can talk for us,*" said 38-year-old Basil Gilène, standing in front of eight heavily armed Brazilian soldiers in Bel Air, one of the popular neighborhoods of Port-au-Prince. "*The money they spend for the mess they call elections would have been better spent for housing for the people living in tents on the Champ Mars [in downtown Port-au-Prince] or to rebuild homes in [the hard-hit neighborhood of] Fort National. But instead we see it spent on worthless elections.*"

While many grassroots activists welcome Aristide's return, others caution that electoral politics and a focus on individual leadership has serious limits.

Outside her teeming neighborhood health clinic in Carrefour Feuille, amid earthquake rubble, young teenagers putting on "*Welcome Home*" Aristide T-shirts, and market women selling US AID food aid, community health activist Rosy Auguste notes the difficulties and mistakes that the popular and democratic movement has made over the last 25 years.

Leaders of popular organizations have been forced to move abroad, grassroots groups failed to educate younger generations on the horrors of Duvalierism, and the dominant role of international actors in Haitian society continues unabated, says Auguste.

"*It is for sure that the big countries have had a big weight in the country and that didn't begin on Jan. 12 with the huge increase in volume of NGOs in the country,*" observes Auguste. "*What will change this reality of Haiti, and the international role, is the mobilizations in the neighborhoods and the popular organizations to construct a stronger and more accountable Haitian state.*"

One outcome seems certain, though: Aristide's return will inject new energy into many parts of the popular and democratic movements, whose partisans had begun to despair that their inspirational symbol would never return.

"*We in the popular masses, since [the] January 12 [earthquake], we have never found anybody who can get us out of the tents we are under,*" said 29-year-old Guillaume Joseph, standing on a street corner with an unexcavated quake-collapsed building next to him. "*When you see the misery the people are living in, the problem we have is we need a leader and that leader is Aristide. The elections are nonsense, whether it's Martelly or Manigat, they are both putschists.*"

LIBYE : UNE G
S'EMPARER DI
D'UN PI

Par Rodrigue Komla Kpogli

Profitant du soulèvement des peuples au Maghreb, Les Etats-Unis d'Amérique et leurs cousins d'Europe veulent en finir avec Mouammar Kadhafi et se partager définitivement la dépouille d'une Libye désormais conquise.

Pour ce faire, ils ont recours à une propagande intensive qui rappelle celle utilisée contre l'ex-tyran irakien Saddam Hussein [1]. Pour mémoire, les médias occidentaux avaient quasi-unanimement repris l'antienne bushienne, à propos des armes de destruction massive qu'aurait détenues le dictateur irakien. On découvrira le mensonge plus tard, mais l'Irak fut déjà détruit et les ressources du pays confisquées. La même machine de propagande avait été déployée contre Ceauçescu en 1989 en Roumanie. La presse occidentale avait vu en ce dictateur le « Dracula communiste » auteur, avait-on dit, de charniers [2] contenant quelques « 70.000 corps ». On parla de «génocide», de «charniers», de «massacres», de «femmes enceintes éventrées», de «tortures», de «corps brûlés dans un crématorium». On évoqua des «chauffeurs de camions qui transportaient des mètres cubes de corps, qui étaient abattus d'une balle dans la nuque par la police secrète pour éliminer tout témoin.» Evidemment les charniers étaient de faux, mais le couple dictatorial avait été déjà fusillé. Au même moment, passait sous silence l'opération d'exfiltration manu militari du président du Panama, Manuel Noriega agent de la CIA qui avait cessé d'obéir au maître de la Maison Blanche, Georges Bush. Pour les médias occidentaux, cette opération n'avait fait aucun dégât humain. Sauf qu'on découvrira plus tard qu'au moins 2.000 personnes avaient été tuées par les yankees [3].

Le serviteur dévoué de la France que fut Jean-Bedel Bokassa, au moment où il allait être déchu, fut victime de la même propagande [4] qui vit en lui un anthropophage. Subitement, le dictateur ami qui couvrait le couple Giscard d'Estaing de diamant était devenu « l'ogre de Berengo » qu'il faut abattre au plus vite pour éviter que ses « sujets centrafricains » finissent tous dans sa marmite.

Comme l'histoire se répète très souvent, aujourd'hui, la planète assiste à la condamnation à mort de Kadhafi par la même voie. La machine à propagande a été matinalement déclenchée : « Kadhafi massacre son peuple », il « bombarde son peuple », Kadhafi et ses enfants, tous « psychopathes sont en train de massacrer le peuple Libyen ». Ils ont déjà fait « 6.000 victimes [5] qui manifestaient les mains nues ». Face à toutes ces atrocités commises par un « fou », un « inculte », un « criminel », il faut envoyer une expédition « humanitaire » pour sauver le soldat Ryan sous la férule de Kadhafi.

Il existe bel et bien des éléments à charge contre Kadhafi. Cet homme n'est pas un ange. Pas plus que ceux qui veulent l'abattre d'ailleurs. Mouammar Kadhafi est au pouvoir depuis 42 ans. C'est une durée suffisamment importante pour être signalée. Ceci ne peut qu'être mal vu dans un monde qui, empêtré dans ses propres contradictions, a fini par ériger le changement factice comme la mesure de toute chose. Ce nombre d'années au pouvoir a créé forcément des pratiques répressives, clientélistes et corrompues. Cette longévité au pouvoir ne fait pas que des heureux, c'est sûr. En 1996 déjà Benghazi a connu des troubles. La famille Kadhafi a volé la Libye et placé beaucoup d'argent en Suisse, en Italie, en Angleterre, aux USA et ailleurs où ces fonds sont parfois investis au détriment du peuple Libyen.


L'oncle Sam qui n'a jamais caché son intention de s'emparer de la Libye, a déployé un arsenal militaire impressionnant en sa direction

En plus de tout ceci, Kadhafi et les siens se sont de près ou de loin, retrouvés dans de nombreux contentieux internationaux. Kadhafi a un passé « terroriste » admis par lui-même pour avoir indemnisé les familles des victimes du crash du DC 10 d'UTA et du boeing de la Panam. Même si un jour peut-être, l'histoire dira autre chose, il faut s'en tenir à ces faits. Pendant de nombreuses années, il a détenu des étrangers pour avoir inoculé le virus du sida à des enfants libyens. Kadhafi - à l'instar des humanitaires occidentaux d'ailleurs - est reconnu comme un important soutien à certains dictateurs africains. A l'ONU, lors de la 64ème assemblée générale, le guide Libyen n'a pas mâché ses mots contre les cousins qui se partagent le monde et la terreur qu'ils exercent sur les peuples appauvris. Plus récemment, la famille Kadhafi s'est retrouvé au centre d'une longue et difficile querelle avec la Suisse suite à l'arrestation de Hannibal Kadhafi et sa femme pour mauvais traitements sur leurs domestiques à Genève en juillet 2008.

Mais, en réponse à ces faits, Kadhafi accomplit pêle-mêle, des actes qui vont lui garantir le retour sur ce qui est appelé la scène internationale d'où il a été évincé - mais pas totalement, puisque des affaires continuaient- depuis l'embargo décidé par les Européens et leurs cousins qui occupent l'Amérique, les différentes tentatives d'assassinat et les bombardements [6] du golfe de Syrte, de Benghazi et de Tripoli par les Etats-Unis d'Amérique.

Kadhafi va libérer les différents détenus, coopérer avec la justice écossaise dans l'affaire du crash de Lockerbie, indemniser les victimes. Il va même utiliser pendant toutes ces années l'argent du pétrole pour soutenir à la fois des dictateurs obséquieux et nombre de combats anticolonialistes en Afrique. Suivant l'intérêt à défendre et en habile politique, Kadhafi sait pactiser avec le diable et dieu. Mieux, il va prêter main forte à l'Europe à contenir et à réprimer l'immigration des africains. Comme les riches peuvent tout acheter y compris l'âme des cupides, Kadhafi va obtenir du respect de part et d'autre en achetant beaucoup d'armes aux Européens et à leurs cousins d'Amérique. Il va leur livrer du pétrole et du gaz. Il va renoncer, dans une gigantesque opération de communication bushienne qui voulait justifier que sa « guerre préventive » en Irak porte ses fruits, à son programme nucléaire. Il devient le bon ami que chacun des hypocrites arrache. L'argent n'a pas d'odeur, dit-on. Si on ne le lui prend pas, « d'autres le feront à notre place ». C'est la Realpolitik, affirmait-on !

Puis vint le soulèvement des peuples au Maghreb. Les « meilleurs élèves » de la Tunisie et de l'Egypte vont être éjectés. Pour ne pas tout perdre, les Occidentaux vont militer pour que leurs deux « alliés de la région » partent. Le système doit être sauvé et pour cela, il faut court-circuiter les peuples en essayant de paralyser leur élan avec le départ de Ben Ali et Moubarak. Mais, ces peuples ont compris que le départ des deux hommes n'équivaut pas changement de système car depuis leur « fuite » organisée, la rue continue de manifester afin que la révolution aille à son terme.

Pour ne pas laisser cette occasion passer, il faut susciter quelque chose en Libye. Pour atteindre cet objectif, on va nous dire que la vague de la révolution a atteint la Libye. Donc, c'est la révolution libyenne. Laquelle est en train d'être réprimée sauvagement par Kadhafi. La campagne va être organisée et la meute va puiser dans son éternelle boîte à outils et sortir des armes traditionnelles réputées imparables : les médias, les institutions internationales (ONU, UE), les ONG autoproclamées de défenses des droits de l'homme financées par les multinationales (FIDH, Amnesty International, HRW, Croix Rouge...), les outils militaires multilatéraux (OTAN) et unilatéraux (US Marines) qui font vivre leurs pays respectifs du crime, le marteau judiciaire (la CPI [7], le TPI), l'argent (donné le plus souvent par les entreprises multinationales qui sont les vraies instigateurs de ces opérations) et les groupes dits d'intellectuels amoureux des « causes justes » à géométrie variable. Tout cet arsenal est chapeauté par le sacerdoce humanitaire à l'égard des peuples qui sont en danger de mort.



Les Etats-Unis d'Amérique et leurs cousins
Kadhafi et se partager définitivement la d

Les médias vont donc déclencher les hostilités. Kadhafi le « bouffon », est en train de bombarder son peuple [8]. Cette idée, incessamment martelée finira par porter l'émotion à son comble. Qui, dans ces moments d'intense exercice mental, ne se représenterait pas le visage de ce Kadhafi « le fou », « le criminel ». Ce personnage terrifiant, ce bédouin aux verres fumées qui voit tout sans être vu. Il ne répond pas aux codes de la société occidentale. Il est méprisant. « C'est sûr, il est en train de massacrer son peuple », entend-on dire. Comme on ne peut éternellement rester dans l'imagination, des images vont finir par être montrées à la télévision. Et là, on s'aperçoit que la révolution en Libye ne se déroule pas comme en Tunisie ou en Egypte. Ici, c'est un groupe de personnes qui a pris les armes et occupe des villes où le pétrole est produit. Alors, le langage va changer. Désormais, on passe de la révolution à l'insurrection. Les médias parlent désormais d'insurgés [9] et de rebelles [10]. Mais en dépit du nouveau vocabulaire médiatique, beaucoup d'esprits sont déjà structurés et prêts à accepter « l'invasion humanitaire ».


Mouammar Kadhafi

Moreno Ocampo, la marionnette, a déjà sorti la rhétorique habituelle du CPI contre les faibles : « crimes contre l'humanité »

Ensuite, les ONG d'obédience pétrolifères (FIDH, AI, HRW) entrent en scène. Elles donnent un chiffre de 6.000 morts. Aussitôt, les médias reprennent ce chiffre et le répètent afin que l'émotion atteigne effectivement son paroxysme et y reste. Ces organisations dites de défenses des droits de l'homme vont revoir ensuite ce chiffre à la baisse. Quelques heures après avoir parlé de 6.000 personnes massacrées, le nombre de victimes passe à 2.000 personnes [11], puis, elles seront de 3.000.



d'Europe veulent en finir avec Mouammar
lépouille d'une Libye désormais conquise.



Navire de guerre américain sur les côtes libyennes.

GUERRE POUR
ES RICHESSES
EUPLE !



L'Union Européenne, nous n'avons pas besoin de zone d'exclusion aérienne!



Des Libyens manifestant contre les attaques impérialistes occidentaux sur leur état d'Afrique du Nord. Les États-Unis, France, Canada et Grande-Bretagne ont lancé une offensive conjointe visant à renverser Mouammar Kadhafi.

Même quand les images de télévision (France24) montrent comment les combats se déroulent et qui sont les rebelles [12], on persiste à dire que ce sont des populations civiles qui sont massacrées. Le vendredi 4 mars 2011, sur la RSR (radio suisse romande), un habitant d'une ville sous contrôle rebelle a déclaré que les pilotes de l'armée nationale ne bombardent pas les populations civiles. Mais qui a écouté ça ? Qui scrute les reportages à la télévision et en tire par lui-même des conclusions ?

Kadhafi, pour l'opinion dite internationale, est un monstre, soit ! Les Occidentaux ont de nombreux comptes à lui régler, c'est sûr. Mais, ce qu'on voit là est-ce une révolution populaire ? Est-ce une rébellion armée ? Est-ce tout simplement une guerre civile ? La réalité sur le terrain ne contredit-elle pas la fiction d'une révolution populaire pacifique massacrée par « le fou de Tripoli » ?

Malgré ceci, l'oncle Sam qui n'a jamais caché son intention de s'emparer de la Libye, a déployé un arsenal militaire impressionnant en sa direction avec la proposition d'un exil à Kadhafi comme option [13]. Ses lieutenants britannique et canadien l'ont suivi aussitôt [14]. Les européens qui ont compris les conséquences de cette avance sur eux, car eux parlaient d'une action de l'OTAN, ont commencé par traîner les pas [15]. Car, ils savaient que le déploiement de leurs cousins d'Amérique signifie qu'ils veulent s'arroger la part du lion libyen au cas où Kadhafi venait à être renversé [16]. La France dit à présent, à travers quasiment tous ces hommes politiques qu'elle ne croit pas à un succès d'une opération militaire [17]. Elle est bel et bien consciente de ce que veut l'Oncle Sam qui cherche à signifier aux Européens que les richesses de la Libye sont à redistribuer car elles sont restées trop longtemps entre les mains des européens : achat d'armes, gaz et pétrole notamment.

Autrement dit, mettre la pression à l'Europe pour gagner doublement : ne pas intervenir directement en Libye (leçons d'Afghanistan et d'Irak obligent) et dans le même temps prendre à l'Europe une sphère d'influence et des richesses supplémentaires avec sa propre action. Celle-ci préoccupée par la « vague d'immigrés qui risque de l'envahir » hésite à présent à s'engager dans cette nouvelle « guerre juste ».

C'est un truisme de dire qu'il se passe actuellement en Libye une guerre. Comme dans toute guerre la vérité est la première victime. Des livraisons d'armes aux rebelles sous couvert des ballets d'avions humanitaires, il se passe sûrement. De la formation, les rebelles en reçoivent de la part de leurs soutiens. Des victimes, il y en a. D'ailleurs Kadhafi a appelé l'ONU à ouvrir des enquêtes [18]. Mais, non ! Moreno Ocampo, la marionnette, a déjà sorti la rhétorique habituelle du CPI contre les faibles : « crimes contre l'humanité ». Puis, Interpol est mis à contribution [19]. Ah, la CPI ! Ah, Interpol ! Toujours aussi forts avec les faibles et si impuissants avec les forts.

Le peuple libyen, comme tout autre peuple, a le droit indiscutable de se débarrasser des dirigeants qui ne lui sont pas favorables. Mais ce droit est à lui seul. Des « guerres justes » s'il faut en faire, il va falloir les débuter contre les Etats-Unis d'Amérique [20], par Israël [21] et par l'Europe [22] qui n'ont de cesse de tuer des populations civiles pour satisfaire leur soif d'expansion et de ressources. Les Libyens quant à eux, savent ce qui est de leur devoir. Ils le font déjà avec la pleine conscience des difficultés liées à toute lutte pour la liberté. Ils n'ont pas besoin d'une « assistance humanitaire » qui « dégage » Kadhafi et le remplace par un roitelet obéissant qui livre quasi gratuitement – et cela a déjà commencé- les puits de pétrole et d'autres ressources du pays à Total, Texaco, Shell, BP, Exxon Mobil...Ainsi qu'à des entrepreneurs de la misère des peuples. C'est à dire un « démocrate » comme les cousins aiment à en avoir près des ressources dont ils s'emparent. Les peuples n'en ont que faire des « libérations » réalisées par le devoir d'ingérence humanitaire des cousins d'Amérique et d'Europe.

Il faut rappeler, à ce stade, la morale de l'histoire de l'humanité : l'Occident ne roule jamais pour les autres. Pas plus pour des idées « abstraites » genre Liberté, Démocratie, Paix, Justice. Ce qu'il aime défendre ce sont ses **I-N-T-E-R-E-T-S** [23] ! Ni plus ni moins ! Car, en définitive et à voir les choses de près, l'Occident n'est outillé que pour ses **I-N-T-E-R-E-T-S.**



Aucune intervention étrangère! Le peuple libyen, comme tout autre peuple peut le gérer tout seul!

Notes

[1] *http://www.lexpress.fr/actualite/mo...*
[2] *http://www.monde-diplomatique.fr/19...*
[3] *http://crowdleaks.org/fr/1989-coup-...*
[4] *http://www.bokassa.info/jeanbarthel...*
[5] *http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2...*
[6] *http://perspective.usherbrooke.ca/b...*
[7] *http://www.france24.com/fr/20110303...*
[8] *http://www.liberation.fr/monde/0101... ou http://www.24heures.ch/actu/monde/a...*
[9] *http://www.radio-canada.ca/nouvelle... ou http://www.rfi.fr/afrique/20110303-...*
[10] *http://www.24heures.ch/libye-rebell... ou http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2... ou encore http://www.france24.com/fr/20110228...*
[11] *http://www.lexpress.fr/actualite/mo...*
[12] *http://www.france24.com/fr/20110303...*
[13] *http://edition.cnn.com/2011/WORLD/a...*
[14] *http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2...*
[15] *http://www.lepoint.fr/monde/l-otan-...*
[16] *http://www.marianne2.fr/Libye-les-U...*
[17] *http://info.france2.fr/monde/juppe-... ou*
[18] *http://en.gpf-yaroslavl.ru/news/Mua...*
[19] *http://www.interpol.int/Public/ICPO...*
[20] *http://www.courrierinternational.co...*
[21] *http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre... ou http://www.lefigaro.fr/internationa... 20090121ARTFIG00044-israel-craint-des-plaintes-pour-crimes-de-guerre-.php*
[22] *Les crimes de l'esclavage, de l'extermination des indiens d'Amérique, des Aborigènes...etc ainsi que les crimes coloniaux en Afrique et ailleurs. Il ne faut pas oublier le soutien que ces pays apportent aux dictateurs africains ainsi que leur rôle dans les conflits dits civils un peu partout dans le monde notamment en Afrique (Congo, Nigéria : guerre de Biafra, Angola, Afrique du Sud, Liberia...)*
[23] *http://lajuda.blogspot.com/2011/03/...*

La Juda 5 mars 2011

Ndlr. * **Rodrigue Komla Kpogli** est Rédacteur en chef de l'Hebdomadaire togolais «Les Arcanes». Passionné des questions des droits de l'Homme et de la démocratie, il crée avec des Africains, en 2003, l'association Jeunesse Unie pour la Démocratie en Afrique (J.U.D.A) dont il est le Secrétaire Général.

Le secret de Luis Posada Carriles

Par Jesús Arboleya Cervera

Je ne sais pas si vous pensez comme moi, mais j'ai le sentiment que l'aspect le plus déconcertant du procès de Luis Posada Carriles, à El Paso, au Texas, est que, comme nous disons, nous autres cubains, la liste et le ticket ne collent pas (1) . En d'autres termes, ils parlent d'une chose et en jugent une autre.

Malheureusement, tous ceux qui devraient le savoir ne sont pas au courant des crimes commis par cet homme, mais quiconque est familiarisé avec l'affaire, en particulier les cubains, savent que Posada est un terroriste international. Et nous n'avons besoin de personne pour le prouver.

Nous savons tous que cet homme n'a rien fait d'autre de toute sa longue vie, et, comme si les preuves présentées par le gouvernement de Cuba et les nombreux rapports déclassifiés du FBI ne suffisaient pas, Posada lui-même a pris sur lui de faire la publicité de ses crimes, écrivant même une autobiographie, où il décrit de façon éhontée pas mal de ses méfaits.

Néanmoins, parmi ceux qui n'en ont pas entendu parler, il y a les jurés qui doivent rendre leur verdict à El Paso. C'est requis par une loi qui, pour une quelconque raison, suppose que des personnes ignorantes sont les mieux qualifiées pour rendre la justice. Peut-être est-ce pour cela que, au milieu d'un tribunal bondé où les évidences abondent, le procureur a assumé la tâche de « révéler » aux jurés qui est le terroriste Luis Posada Carriles. La question est : pourquoi fait-on tout ça?

Les nombreux témoins de l'accusation, y compris des fonctionnaires cubains, ont simplement décrit une nouvelle fois ce qu'on savait déjà, c'est-à-dire que Posada Carriles a été l'organisateur d'une série d'explosions menées contre des installations touristiques cubaines, explosions au cours desquelles fut tué Fabio Di Celmo.

En fait, même Posada l'a confessé au New York Times, même si la journaliste qui a fait l'interview apparaît maintenant comme le principal témoin de l'accusation pour certifier quelque chose que l'accusé a confirmé aux caméras de télévision étasuniennes.



Le terroriste Luis Posada Carriles, à Miami

Une autre question qui est aussi connue grâce à Posada, et que le procureur a soulevée, a été que ces actions ont été conduites avec le soutien politique et financier de certains membres de la Cuban American Foundation. Cela implique des figures importantes du lobby Cubain-Américain, parmi lesquels des membres du Congrès et des Sénateurs d'origine cubaine.

Toutefois, dans la mesure où seuls ont été mentionnés des morts et des complices de petite envergure, la révélation nous a laissés dans l'attente de quelque chose qui pique notre imagination mais n'a jamais été éclairci.

De la même manière, rien n'a été dit à propos du pire des crimes de Posada, l'explosion en vol d'un avion de ligne cubain à La Barbade qui a tué 73 personnes, dans laquelle l'implication de la CIA demeure obscure.

Aucun effort n'a été fait pour éclaircir le rôle de l'Ambassade des Etats-Unis dans l'évasion de Posada de la prison vénézuélienne où il a été détenu et de sa réapparition dans un camp de la CIA au Salvador. Le conte, également raconté par Posada, suivant lequel tout cela a été possible grâce à des amis, n'est pas très convaincant.

Il est de notoriété publique que la CIA a recruté Posada au début des années 1960, qu'elle l'a entraîné et utilisé dans de nombreuses attaques contre Cuba. Elle l'a même placé comme un de ses agents au sein des forces de sécurité vénézuéliennes. Le témoignage de personnes qui décrivent comment elles ont été torturées par le fameux « Commissaire Basilio », un de ses nombreux pseudonymes désormais connu internationalement, a été publié.

Ce qui reste inconnu, c'est jusqu'à quand la CIA s'est servie de lui et sa position actuelle sur le personnage, ce que nous avions souhaité apprendre au procès. N'oublions pas que la défense a basé sa plaidoirie sur la véracité de cette collaboration.

Toutefois, les choses ne sont pas allées trop loin. L'accusation, avec le soutien du juge et l'indulgence de l'avocat de la défense, s'est arrangée pour garder secrète- pour des « raisons liées à la sécurité nationale »- les documents qui auraient pu nous éclairer.

Personne ne doute que Posada n'est entré illégalement aux Etats-Unis. En fait, il est ici actuellement sans papiers. Pour la même infraction, des centaines de migrants malchanceux sont expulsés tous les jours, quelle que soit la façon dont ils sont entrés dans le pays, à pied ou en parachute.

Mais nous savons même exactement la façon dont Posada est arrivé », parce que la presse mexicaine, cubaine, américaine et notre hebdomadaire l'ont dévoilée à l'époque, tandis que l'homme se reposait paisiblement dans la maison d'un ami à Miami, sans que les autorités ne daignent le capturer.

C'est la mégalomanie d'un homme (qui a osé donner une conférence de presse) qui a forcé les autorités à organiser une arrestation VIP et à l'emprisonner brièvement comme migrant illégal. Toutefois, à ce moment là, elles ne l'ont même pas poursuivi, parce qu'elles auraient alors dû considérer sérieusement la demande d'extradition du gouvernement vénézuélien.

La surprise est que ces informations, qui suffisent (en dépit de manipulations) pour envoyer n'importe quel terroriste musulman ou quiconque ressemble à un terroriste à la chaise électrique, est finalement sans intérêt pour ce qui est de juger ses crimes, parce que c'est n'est pas la question de ce procès.

Ce que l'accusation veut montrer, c'est que Posada a bien commis des crimes, mais ne les a pas avoués formellement aux autorités étasuniennes- et pour cette raison, il est jugé pour avoir menti. Une curieuse contradiction : si ce type avait dit la vérité, il n'y aurait pas eu de poursuites contre lui.

Pour sa défense, je dois dire qu'il ne l'a pas fait parce qu'il savait que ceux qui le savaient feraient tout pour maintenir le secret. Le silence sur la complicité des Etats-Unis dans ses crimes et sur les personnes impliquées est son assurance-vie. Et cette fois-ci, la langue de Posada la grande-gueule ne fourchera pas.`

Là, et seulement là, réside le secret de Posada Carriles. Nous savons tout le reste et tout le reste est sans conséquence. C'est pourquoi, comme l'avocat José Luis Pertierra nous le dit, le vieil homme dort paisiblement tandis que les autres débattent, dans l'assurance que des gens très puissants n'ont d'autre choix que d'attendre impatiemment qu'il emporte ses secrets dans la tombe.

Note

« la lista no coincide con el billete »

Source: Progreso Semanal/ Progreso Weekly (Miami)
Traduit de l'anglais par Marc Harpon
Changement de Société 20 mars 2011

Honte, honte, honte à nouveau sur les Etats-Unis et l'ONU

Par Cindy Sheehan

En 2004, Cindy Sheehan perdait son fils, jeune GI débarqué depuis cinq jours seulement en Irak. Depuis, celle qu'on surnomme Peace Mom est devenue une icône du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis. Elle dénonce aujourd'hui l'attaque de la Libye.

Il y a quelques heures, le Conseil de Sécurité des Nations Unies mené par les Etats-Unis a appuyé l'usage de « toutes les mesures nécessaires » contre la Libye, pays riche en pétrole. Les mesures comprennent l'établissement d'une zone de non-vol.

Les Nations Unies se révèlent être une fois de plus un faire-valoir des mondialistes hégémoniques qui veulent boire jusqu'à la dernière goutte le pétrole brut, quel qu'en soit le prix. Et tant pis pour les populations des pays qui ont eu le malheur de se trouver au sommet de vastes réserves de pétrole brut.

Derrière le scandaleux prétexte de « protéger » les civils, nous savons tous que la zone de non-vol et les sanctions imposés par l'ONU/USA à l'Irak a causé la mort d'au moins 1,5 million (expansible aux profiteurs) d'Irakiens entre les deux invasions US.

Les Nations Unies sont une organisation ratée qui semble promouvoir la guerre et les inégalités en étant le tampon de validité de la violence US.

La mission des Nations Unies se présente comme suit : résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.



Surnommée Peace Mom, Cindy Sheenan est la mère d'un soldat US tué cinq jours après son arrivée en Irak en 2004. Cindy Sheenan est depuis devenue une icône du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis

L'ONU vient juste de ratifier un acte de guerre contre la Libye. Honte, honte, honte à nouveau sur les Etats-Unis et l'ONU.

Quand cela se terminera-t-il ? La paix est le plus urgent des impératifs mais il semble que nos « dirigeants » sont criminellement fous.

Il y a des actions partout dans le pays pour le 8ème anniversaire de la guerre (toujours en cours) contre l'Irak. Des petites actions ponctuelles ne sont pas suffisantes et ne l'ont jamais été. Il faut des grèves générales, une désobéissance civile quotidienne depuis les camps de la paix à Washington, et refuser de soutenir les crimes de ce régime en ne payant plus les impôts au Fédéral. Voilà quelques petites choses que nous pouvons faire pour avoir un impact sur le monde politique.

Paix,
Cindy Sheenan
Investig'Action 20 mars 2011

Libye: Obama, le prix Nobel de la paix « des guerres justes et humanitaires »



Le prix Nobel de la paix, Barack Obama, est donc un fauteur de guerre au même titre que son prédécesseur George W. Bush

Par Komla Kpogli

A l'avènement de Barack Obama au pouvoir, des milliards de personnes sur la terre avaient manifesté leur optimisme. Parmi celles-ci, c'est peu dire qu'il y a eu la quasi-totalité des africains. Tous étaient persuadés que la couleur de peau du nouveau président augurait un changement de la politique internationale. Il faut en convenir et insister qu'ils n'étaient pas les seuls. Les quelques rares voix qui avaient émis des réserves furent sévèrement critiquées et taxées d'antiaméricanisme primaire ; expression en vogue à l'époque.

Le sourire du guerrier sympathique

Lorsque le futur prix Nobel de la paix fit son périple ghanéen, il fut applaudi chaleureusement. Son discours fut quasi-unanimement salué particulièrement par les africains qui ne virent là qu'un excellent discours à l'opposé de celui injurieux et crasse de Sarkozy à Dakar. Les rares commentaires critiques qui osèrent mettre l'allocution d'Accra en perspective furent voués aux gémonies (1). Ils furent traités de conservateurs haineux qui n'avaient pas vu le vent du changement souffler

Aujourd'hui, avec le recul, peut-être qu'en Afrique tout au moins, les plus enthousiastes d'hier commencent par comprendre deux ou trois choses. Le sourire et l'image du « Mister President » et de sa famille étaient certes rafraîchissants pour un monde mis à feu et à sang par G.W Bush et ses lieutenants ; ces criminels de guerre qui, librement, vivent dans leurs ranchs, font du jardinage, écrivent leur mémoire et engrangent des droits d'auteur, boivent du petit lait, animent des conférences un peu partout et offrent leurs conseils pour d'autres guerres en cours ou à venir. Leur impunité est garantie d'office car, ils appartiennent au monde occidental excessivement ivre de force et détenteur des clés de la cour pénale dite internationale du bidonnant Moreno Ocampo, si prompt à harponner des fretins. Mais on a trop vite fait d'oublier que la politique reste ce qu'elle est et que l'Oncle « Barry » Obama, n'allait pas troquer sa belle image mondialement acceptée contre les intérêts des Etats-Unis d'Amérique. On ne mange pas l'image. Cela peut servir, oui. Mais, cela seul n'ouvre pas des marchés aux entreprises, pas plus qu'elle n'apporte des points de croissance à l'économie. Si le monde économico-financier a misé sur ce cheval noir, c'est pour que son sourire et sa belle image servent à quelque chose. Il doit gagner des courses. Le pragmatisme, pour utiliser un terme bien connu, doit être de son apanage. ...Passons !

Chose curieuse, alors même qu'il était sur deux fronts de guerre ouverte : Irak, avec un retrait qui n'en est pas un et Afghanistan, un prix Nobel (2) lui a été décerné. Son pays n'avait de cesse de provoquer en toute finesse des pays comme l'Iran, la Corée du Nord, Cuba et le Venezuela. Oncle Barry a tenté de hausser le ton devant Israël et ses incessants massacres en Palestine. Sommé d'abandonner son antisémitisme (3) - puisque toute critique à l'égard de cet Etat est identifiée à ce mal terrifiant - il a été vite et sévèrement redressé et ainsi a-t-il laissé la main libre à la colonisation et à la répression. A chaque fois qu'un téméraire avance au sein de la boîte à outils occidentale qu'est l'ONU et surtout son Conseil de sécurité un texte visant à contraindre Israël à faire un geste si minime soit-il dans ce qui est ironiquement appelé « les territoires », l'Oncle Barry via sa Susan Rice – car Bush n'était pas le seul à avoir une Rice de même couleur – dégaine son véto. Et pourtant cette Rice là, c'est elle qui a failli lever les deux mains en faveur du texte de Sarkozy présenté par l'ex-délinquant qui avait « trahi la confiance du peuple français » (4) Alain Juppé pour agresser la Libye (5). Tellement la Rice était comblée (6).

Sans en donner l'air, le prix de Nobel de la paix fait des guerres. Mais, ces guerres là elles sont – ne souriez pas - « justes et

Suite à la page (16)

Guerre en Libye Washington regarde se lever « l'aube de l'odyssée » africaine

Par Thierry Meyssan*

Les frappes françaises sur la Libye ne sont pas une opération française, mais une sous-traitance de l'opération Odyssey Dawn, placée sous l'autorité de l'US AfriCom. Elles n'ont pas pour objet de secourir les populations civiles libyennes, mais elles prétextent de la situation pour ouvrir la voie au débarquement des forces etats-uniennes sur le continent noir, observe Thierry Meyssan.



L'étrange logo du commandement des opérations aériennes. Le rétiaire ne protège pas l'oiseau de la liberté, mais le fait prisonnier dans son filet

Ce sont la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis qui ont proposé au Conseil de sécurité des Nations Unies le texte adopté en tant que résolution 1793, instituant une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Libye.

Cette initiative doit se comprendre de deux manières : Premièrement, Barack Obama ne souhaitait pas endosser vis-à-vis de son opinion publique intérieure une troisième guerre dans le monde musulman, après celles dans lesquelles son pays est embourbé, en Afghanistan et en Irak. Washington a donc préféré déléguer cette opération à ses alliés. Deuxièmement, Nicolas Sarkozy—qui représente les intérêts états-uniens partisans de la « relation spéciale » entre Londres et Washington— s'est efforcé prioritairement depuis le début de son mandat de rapprocher les défenses françaises et britanniques. Il y est parvenu avec les accords de défense du 2 novembre 2010 et trouve dans la crise libyenne l'occasion d'une action commune.

Avec le retour dans le commandement intégré de l'OTAN, voté le 17 mars 2009 et acté au sommet de Strasbourg-Kehl, les 3-4 avril 2009, Nicolas Sarkozy a renoncé au principe d'une défense française indépendante.

Avec le Traité de Lisbonne, dont il revendique être l'un des principaux artisans, il avait déjà contraint l'Union européenne à renoncer à toute défense indépendante et à s'en remettre définitivement à l'OTAN.

Sa politique marque le triomphe, avec un demi-siècle de retard, du principe de la CED, jadis combattu par les gaullistes et les communistes.

Sous le prétexte de réaliser des économies d'échelle en période de crise, David Cameron et Nicolas Sarkozy ont liquidé les derniers acquis du front nationaliste gaullo-communiste et signé deux traités.

Le premier prévoit une coopération accrue ainsi que le partage et la mutualisation de matériels et d'équipements, dont les porte-avions. Surtout, il institue une force expéditionnaire interarmées conjointe, mais non permanente, composée de 3 000 à 3 500 hommes, susceptible d'être déployée, avec préavis, pour des opérations militaires bilatérales de l'OTAN, de l'Union européenne ou des Nations Unies.

Le second initie des projets industriels et de recherche-développement. Surtout, il prévoit la mise en commun de technologies en matière d'essais nucléaires en laboratoire. Ce qui implique que la force de dissuasion nucléaire française ne sera plus indépendante —tandis que la force de dissuasion britannique est sous contrôle états-unien—.

Pour concrétiser la force expéditionnaire franco-britannique, les ministres compétents des deux pays, Liam Fox et Alain Juppé (ministre de la Défense du 14 novembre 2010 au 27 février 2011) ont planifié un vaste exercice aérien commun qui devait se dérouler du 21 au 25 mars 2011, sous la dénomination Southern Mistral.

Il devait comporter « des missions aériennes de type COMAO (Composite Air Operations) et un raid spécifique (Southern Storm) en vue de délivrer une frappe conventionnelle à très longue distance. Plus de 500 personnes seront mobilisées pour cet exercice bilatéral », indique le site internet dédié édité par le Commandement de la Défense aérienne et des Opérations aériennes, « Southern Mistral ».

« Six avions Tornado GR4, un ravitailleur Vickers VC-10 et un Boeing E3D seront mobilisés aux cotés des Mirage 2000D, 2000N et 2000C de l'Armée de l'air française qui engagera une trentaine d'aéronefs incluant hélicoptères, Boeings ravitailleurs et avions radar Awacs (…)

Simultanément, le Commando Parachutiste Air 20 (CPA20) accueillera à Dijon un de ses homologues britanniques, le RAF Regiment et s'entraînera à la mission de protection des bases aériennes en théâtre opérationnel telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée en Afghanistan.

Par ailleurs, des membres du RAF Regiment seront entraînés à la pratique des mesures de sécurité aérienne à partir d'hélicoptères. Ces procédures particulières sont appliquées au quotidien par les hélicoptères «sûreté aérienne» de l'armée

Suite à la page (18)

Mirlande Manigat, Michel Joseph Martelly ou l'Alternative du diable

Par Evens Dubois

Les rideaux viennent d'être tirés sur le carnaval "électoral" du 20 mars écoulé. La population a eu à choisir entre une "Manmie Doc" (Mirlande Manigat) et un apprenti "Baby Doc"(Michel Joseph Martelly). Ces deux personnalités, de la droite réactionnaire, ont été adoubées par des éléments de la Communauté internationale répandant que ces joutes "électorales" représentent la dernière chance d'Haiti.

Pour orchestrer ce vacarme, ils avaient enrégimenté certains organes de presse pour prêcher cet Evangile de la dernière chance. Dans tout autre pays, les candidats se seraient présentés devant les électeurs avec leurs programmes. Ces derniers auraient choisi en connaissance de cause à quelle sauce ils seront mangés. Mais Haïti est un cas à part. Les deux rivaux n'avaient présenté aucun programme sérieux sur le court et moyen terme. Au juste, ils n'avaient présenté qu'un catalogue d'intentions-fiction. D'ailleurs, ils parlaient le même langage et étaient d'accord sur presque tout. Pour pallier à ce manquement, des organes de presse ont battu la grosse caisse en faveur des deux "candidats".

C'était le combat entre la Démocratie –chrétienne, morale, *entelektyèl/ komoky*èl et un musicien grivois plus proche de l'imbécile que du nul. Pour ne pas soulever les sujets qui fâchent, on omet leur passé de putschiste. Des «pundits» (*ndlr.* spécialistes, experts) essayaient de se substituer à la volonté du peuple en l'exhortant à faire le "bon choix". Etant donné que ceux qui s'autoproclamaient *save* se muaient en faiseurs de rois, l'on a assisté à une polarisation malsaine de la société, à une "trivialisation" du débat. Cela reléguait aux oubliettes les vrais problèmes existentiels de la terre de Jacques Stéphen Alexis, de Paulette Poujol Oriol et d'Amaral Duclona.

Depuis le 29 février 2004, le pays n'est plus maître de son destin. Les élites du pays sont entrées dans l'ère du faire semblant qu'Haiti est libre, souveraine. Aucune élection sérieuse n'aurait pu être tenue sous une Occupation étrangère. Des compétitions électorales ont eu lieu en Irak, Afghanistan avec les résultats que l'on sait. Mais si le vote ne correspond pas aux voeux de la Communauté internationale, le peuple en question le paie très cher: la Palestine, la Côte-D'Ivoire. Le scrutin du 20 mars dernier, avait réuni tous les ingrédients pour perpétuer l'instabilité et accentuer le déchirement de la société. Il s'agit de la pérennisation logique du statu quo. Comme pour ajouter l'insulte à la blessure, il a fallu le déploiement de la grosse artillerie par la Communauté internationale pour imposer Mirlande



Manmie Doc" (Mirlande Manigat) et un apprenti "Baby Doc" (Michel Joseph Martelly) deux personnalités, de la droite réactionnaire.

H. Manigat et Michel Joseph Martelly dans un deuxième tour, manifestant ainsi un mépris royal à l'égard de notre société. L'administration qui en sortira ne jouira d'aucun crédit. Les tuteurs internationaux ont déjà mis en place tout un dispositif pour la fragiliser. Alors, ça va être un "gouvernement sans respect, sans égards", juste un faire-valoir. Manigat ou Martelly ne sera qu'un domestique fonctionnel. En d'autre terme, un René Préval-bis. Pour bien marquer son territoire, la Communauté a verrouillé les issues: cette future administration n'aura pas grand-chose à proposer puisque le CIRH tient lieu de programme de gouvernement.

La Communauté internationale agite comme un chiffon rouge les milliards qu'elle va déverser sur Haiti dans la reconstruction du pays gravement endommagé suite au séisme du 12 janvier 2010. C'est le Tonton Noël en Mai. La conjoncture économique mondiale ne se prête pas à de telles largesses. Ici aux Etats Unis, les chiffres sont au rouge. La dette interne grimpe à des centaines de milliards de dollars. Le chômage côtoie la barre des 10% de la population active. En France, la situation n'est pas au beau fixe. Son taux de chômage est de 9,6%, sa dette est évaluée à 1362 milliards d'euro. Quant au Canada, 8% de sa population sont au chômage et sa dette est de 1,100 milliards. Ne parlons pas de l'aide au développement. Elle est en crise. Les sommes que lui consacrent les grandes puissances ont fortement diminué. Elle plafonne à 0,32% du PNB des pays donateurs, loin de l'objectif de 7% en 2015. Des voix s'élèvent dans ces pays pour supprimer toute aide aux pays pauvres. Il y aura des rencontres des bailleurs de fonds pour parler de décaissement et autres. On va se faire baiser comme une débutante. D'ailleurs, ce seront les mal nommées "ONG" qui auront les coudées franches.

Toute puissance colonisatrice, qui se respectait, apportait dans ses bagages des missionnaires. Ils apprenaient aux "sauvages" les rudiments de la Civilisation. Aujourd'hui, la colonisation n'étant plus à la mode, ce sont les organisations non gouvernementales qui les remplacent. Autrement dit, l'humanitaire remplace le missionnaire. Après le séisme du 12 janvier 2010, l'on a assisté à leur invasion du territoire national. Les pays capitalistes ne font appel au droit d'ingérence humanitaire que pour mieux servir leurs propres intérêts. Les 21 et 22 Octobre 1997, s'était tenue à Washington une rencontre internationale entre la Banque Mondiale et 50 ONG pour savoir « *si et comment les ONG et la Banque Mondiale peuvent collaborer pour faciliter l'effort de privatisation et programmer ensemble une manière de les réaliser dans un partenariat plus étroit* » (1). Auparavant, en 1992, dans le cas où les rapports entre les ONG et les gouvernements s'avèreraient gênés, on pouvait lire la recommandation suivante : « *la Banque est autorisée à refuser l'octroi de crédits à ces pays* » (2).

Mirlande Manigat et Michel Joseph Martelly ne représentent pas les aspirations du peuple haïtien. A aucun moment dans leur tournée théâtrale, ils n'ont jamais mis en question l'Occupation du sol national. Ils n'avaient jamais évoqué un calendrier de retrait des troupes étrangères. Mais comme tout élément de la droite qui se respecte, ils campaient sur leur *talonkikit* en se prononçant pour le rétablissement des FAD'H de sinistre mémoire. Ces deux lascars n'avaient jamais évoqué des droits politiques et économiques de la population. De plus, les deux "candidats" ont dans leur entourage un véritable "Who's who" d'individus qui ont été de véritable bourreaux du peuple et des vendeurs de la souveraineté nationale. Ces deux réactionnaires n'auront aucun problème à ce que les grandes puissances interviennent dans les affaires intérieures d'Haiti. Aucun peuple ne s'est jamais trouvé dans cette situation humiliante où le cynisme le dispute à l'indécence.

L'atmosphère est confuse et contradictoire. Les prochaines années seront très sombres et les tuteurs mettront tout en oeuvre pour dresser les uns contre les autres pour ne pas à répondre à leurs obligations. Mirlande Manigat ou Michel Martelly va jouer une piètre version de "En attendant Godot" *. « Je m *plen dlo pou Peyi a…* »

Notes

1/ Groupe de la Banque Mondiale. « Dialogue avec les ONG pour la privatisation ».Washington 1997)

2/ Gouvernance et développement, Banque Mondiale, p.29. 1992

NDLR. * **En attendant Godot** est une pièce de théâtre en deux actes, en français, écrite en 1948 par Samuel Beckett et publiée en 1952 à Paris aux Éditions de Minuit. Le nombre de scènes n'y est ni décompté ni annoncé. La pièce s'inscrit dans le courant du théâtre de l'absurde qui montre une existence dénuée de signification mettant en scène la déraison du monde dans laquelle l'humanité se perd.

Les Secrètes Fantaisies d'un Candidat Zombi

Par Castro Desroches

Aux élections du 28 novembre 2010, j'ai obtenu 0.00% des voix. Je suis un candidat nul. Un candidat malade de la tête. Masochiste du pouvoir, je porte allègrement mon appellation de candidat malheureux. Mon titre de champion des candidats impopulaires, je l'ai gagné sur les sentiers lumineux de la campagne électorale. Nul ne pourra me le ravir. Fidèle au rendez-vous de l'Histoire, j'ai été un candidat zélé aux élections. Parti gagnant, j'ai à peine pris le temps de mener campagne dans les villes de province. Les grandes envolées lyriques, ça me donne le vertige. Les discours-fleuve et les bains de foule, ça me laisse froid. Je n'aime pas les électeurs qui « mangent » mon argent et qui vont voter pour mes concurrents. Secret admirateur du professeur Leslie Manigat, je crois dur comme fer que « si je gagne les élections, le peuple viendra à Moi. » En attendant la proclamation officielle des résultats du « second tour » par l'OEA, je n'arrête pas de penser pour le pays tout entier : de l'Île de la Tortue à l'Île à Vaches en passant par La Navase, devenue on ne sait trop comment territoire américain. Je panse également les plaies purulentes de mon ego meurtri par tant d'années d'échec et de frustration. Une victoire surprise aux élections bidon est-elle encore possible ? En Haïti, disait Justin Lhérisson, l'impossible est possible et le possible impossible. On ne saurait écarter l'éventualité où les deux candidats belligérants refusent de concéder la défaite et doivent être remplacés par un troisième larron. Cela s'est déjà vu en Haïti. Ce serait alors ma propre percée à la Faustin Soulouque. De toute façon, rien de grand et de beau ne s'obtient sans un grain de folie. Palais national, effondré ou debout, je suis fou de vous.

Jaloux de mon succès auprès des fanatiques fictifs, le « Président » Directeur Général du centre psychiatrique où je suis interné ne m'a pas permis d'annoncer officiellement ma candidature. Devenu aphone dans la cacophonie générale, j'ai obtenu 0.00% des voix. Je joue donc à qui perd gagne. Personne n'a voulu bourrer les urnes en ma faveur. Personne n'a voulu manifester dans les rues pour exiger ma participation au second tour. Mes troupes de choc sont restées sages comme des enfants de chœur. Mes brassards roses sont restés les bras croisés. Livré à la plénitude de Moi-même, je me plains sur le vide politique dans ce nid de coucous qu'est l'asile de Beudet.

Les élections présidentielles réservent souvent des résultats affligeants. 0.00% des voix. J'ai été le dernier à ressentir la magnitude de mon impopularité. Le CEP n'a même pas daigné mentionner mon nom sur la longue liste des candidats perdants. Pas même un appel « collect » de M. Mulet pour m'encourager à rester dans la course. Si par malheur je deviens Président, je vais le déclarer persona non grata. M. Mulet, allez vous gratter au Guatemala ! Que chaque mulet braie dans son propre pâturage.

A bien y regarder, l'impopularité présente aussi ses avantages et ses titres de noblesse. Avec 0.00% des voix, je suis un démocrate incompris et méconnu. Les intellectuels parvenus et la lumpen-bourgeoisie interlope ne pourront jamais m'accuser d'être un populiste de gauche.

Emmuré dans mes phantasmes et ma folie des grandeurs, je me plais à penser que ma vie serait plus simple si mon père eût été Président à vie d'une République héréditaire. Ma vie aurait été plus simple si j'avais eu comme Leslie Manigat des commanditaires militaires. Aujourd'hui, à défaut de Namphy, je me régalerais volontiers de M. Mulet comme cheval de bataille électorale. Je deviendrais le centaure de la savane. Les temps ont bien changé mais je suis et je resterai toujours en réserve de la République.

Je suis un candidat indépendant puisqu'aucun parti n'a voulu m'endosser. Pas même Repons Peyizan qui a préféré le citadin Sweet Micky à cause de l'épineuse question d'argent. J'ai même été accusé d'être un mou, un fou doux. Il parait que la jeunesse réclame surtout un fou furieux capable de lancer les injures les plus graves aux gros maux qui nous affligent. A la toute dernière minute, j'ai été contacté par un autre leader paysan, propriétaire d'un Parti moribond au nom pourtant belliqueux : KOMBA. Comme je suis pacifiste (sauf la nuit quand je rêve du grand Soir), j'ai décliné cette flatteuse proposition.

Mon esprit perturbé ne me permet pas de retenir les noms de mes 18 adversaires politiques. Ce que je sais, c'est que 9 de mes concurrents ont obtenu, eux aussi, moins de 1% des voix. Je me trouve en très bonne compagnie. « Un homme seul est toujours en mauvaise compagnie ». Dans un rare moment de lucidité, M. Axan Abellard a décidé de retirer sa candidature 9 jours avant la tenue des élections. Pourtant, il a obtenu 0.29% des voix et s'est classé ainsi au dessus de 3 autres candidats malheureux. Je me demande, s'il ne serait pas devenu Président dès le premier tour s'il était resté dans la course.

J'ai obtenu 0.00%. Je suis la voie des sans voix. Je suis également la voix des sans voix. Je parle, je crie, j'écris au nom de tous ces candidats négligés, ignorés, humiliés. Pourtant, ils ne sont ni ignorants, ni insensés. On compte parmi les zéros : un ancien Premier ministre, un médecin, un Sénateur, un avocat, un douanier, un pasteur et j'en passe. Je proteste avec véhémence contre le culte impie de la personnalité qui porte la Presse à encenser les deux candidats sélectionnés et à ignorer les valeureux perdants.

Pour une raison que je n'arrive pas encore à déchiffrer, les candidats qui me sont familiers tendent toujours à obtenir des scores voisins de zéro aux élections présidentielles. En 2006, l'un de mes anciens élèves du Collège Canado-Haïtien a obtenu 0.16%. Bravo, mon fils ! Si l'élève ne dépasse pas le maître, il n'y a pas de progrès. Je me faisais parfois des doutes sur la qualité de mon enseignement. Mon élève a reçu 0.16% des voix. Je suis sûr aujourd'hui d'avoir fait du bon travail. La même année, M. Charles Poisset Romain, mon ancien prof à l'Ecole Normale Supérieure obtenait 0.19% des voix. Bravo, cher maître ! A force de marcher dans le labyrinthe obscur de la sociologie de Durkheim, j'ai toujours su que vous arriveriez quelque part. Mon ancien prof candidat à la présidence ? Quelle gloire pour moi ! Maître Gérard Gourgue, mon ancien patron à l'Institution Secondaire Gérard Gourgue, Président parallèle (2001) et candidat à sa propre succession, a obtenu en 2006 0.30% des voix. Bravo, Excellence !

Suite à la page (18)

Election : l'abstention triomphe !

Par Yves Pierre-Louis

Le deuxième tour de la mascarade du 28 Novembre 2010 s'est déroulé comme prévu le dimanche 20 mars 2011, pour faire semblant d'élire un président marionnette des deux en lice imposés par la communauté internationale. On devait élire également 8 sénateurs et 75 députés à travers le pays et au total 11,186 bureaux de vote étaient mis à la disposition de 4.5 millions éventuels d'électeurs. Cependant, tout au long de la journée du dimanche, le déroulement du second scrutin n'a pas attiré de grande foule, très peu d'électeurs y ont pris part.

A part le faible taux de participation des électeurs, de graves irrégularités, des incidents violents, des retards volontaires dans les livraisons des matériels de vote ont été observés dans les centres de vote partout dans le pays. Le bilan s'est soldé au moins par trois (3) morts, une cinquantaine de blessés, du sabotage de matériels, des intimidations de toutes sortes. Les agents de la Police Nationale d'Haïti ont procédé à une vingtaine d'arrestations, dont 2 policiers pour fraudes et diverses autres raisons : possession d'armes, orientation de vote, magouille et autres.

Au prime à bord, les retards volontaires dans les distributions des matériels électoraux ont marqué la journée. Les matériels ont commencé à arriver dans les centres de vote aux environs de 9 heures du matin, dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Les soldats des forces d'occupation de l'ONU, de la Minustah qui étaient chargés de la distribution n'ont donné aucune explication. Les responsables du Conseil Electoral Provisoire (CEP) se contentaient tout simplement de dire il revient à la Minustah de faire la lumière sur les retards. Quelle irresponsabilité de la part des membres du CEP, organisme d'Etat chargé de réaliser des élections dans le pays! Avec le CEP dépendant des forces étrangères et du reste de la communauté internationale, particulièrement de l'ONU, de l'OEA, de l'Union Européenne, des Etats-Unis, de la France et du Canada entre autres, qui ne marchandent pas leur ingérence dans les affaires politiques internes d'Haïti, aucune élection libre, démocratique n'est possible en Haïti. Ils ne font que d'organiser les farces pour pouvoir mieux maintenir Haïti sous l'occupation étrangère et la mise sous tutelle des puissances impérialistes par l'humiliante commission dite CIRH.

Dans le reste du pays, la première moitié de la journée de 20 mars a été marquée par de graves incidents tels que : des rafales d'armes, du sabotage des matériels, voire leur disparition, c'était la pagaille généralisée dans tout le pays. A l'Arcahaie, la Gonâve, Mirebalais, Beaumont Camp-Perrin, Marchand Dessalines, Marre-Rouge, Saut d'Eau et plusieurs régions du pays, des incidents violents se sont produits durant la journée du 20 mars.

A la Gonâve un commando composé d'individus cagoulés a fait irruption dans un centre de vote et emporté tous les matériels électoraux dont les bulletins utilisés et non utilisés. Dans la Grande-Anse, à Beaumont, un individu armé a semé la panique dans un centre de vote. Dans le département de l'Artibonite, à Marchand Dessalines, un individu non identifié a été tué dans la localité de Prien, plusieurs autres ont été blessés et transportés à l'hôpital en toute urgence. Dans le Nord du pays, à Marre-Rouge, deux personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées par balles. Dans le département des Nippes (Sud-Ouest) à Miragoâne, des individus armés ont fait irruption dans des centres de vote qu'ils ont saccagés, emportant ainsi des matériels de vote et sont repartis sans être inquiétés. Cette situation a paralysé toutes les activités électorales, les votes ont été suspendus, en attendant qu'un juge de paix soit venu dresser le procès-verbal.



La communauté internationale se félicite de la réalisation de la journée électorale, malgré toutes les irrégularités flagrantes, les incidents violents et les retards constatés.



tout au long de la journée du dimanche, le déroulement du second scrutin n'a pas attiré de grande foule, très peu d'électeurs y ont pris part.

Au Plateau Central, le Centre du pays, des barricades ont été dressées et des pneus enflammés étaient érigés dans plusieurs localités paralysant ainsi la circulation interne. A Saut-d'Eau, des individus qui circulaient à bord du véhicule d'un ancien député, en course pour un second mandat, ont tiré plusieurs coup de feu, provoquant l'arrêt des opérations électorales dans le centre de vote. D'autres incidents similaires qui se sont produits dans tout le pays, dans des centres de vote ont émaillé la journée électorale du 20 mars 2011.

Au cours de la journée, après avoir voté au Lycée Marie-jeanne, le président de facto sortant, René Préval a fait appel au calme. Il a également exprimé ses inquiétudes quant à la participation des citoyens aux scrutins du second tour. *« J'ai fait mon devoir, j'espère que la population ira également voter pour choisir un président et des membres du Parlement avec lesquels il va travailler. »*

De plus, René Préval a demandé à la population de garder son calme et a souhaité que les résultats du scrutin n'entraînent aucun problème. Il a fait savoir que ces élections représentent une étape très importante pour l'établissement de la démocratie en Haïti. A la fin du déroulement du second tour de la mascarade du 28 Novembre dernier, le président du CEP d'exclusion, Gaillot Dorsinvil accompagné d'autres conseillers et du directeur général, Pierre-Louis Opont a fait le bilan de cette journée en ces termes : *« La démocratie a triomphé, c'est la leçon du jour. Quelques incidents ont été enregistrés, mais ils n'auront pas d'impact sur l'ensemble de l'opération électorale »*, a déclaré Gaillot Dorsinvil lors d'une conférence de presse. Pierre-Louis Opont quant à lui a lancé une mise en garde à la presse qui avait déjà diffusé des résultats affichés à l'entrée des bureaux électoraux, dans lesquels, le candidat populiste d'extrême-droite mène largement sur la candidate de droite affichant un nombre moindre de votants. Il a interdit à la presse sous menaces de sanctions, de diffuser des informations relatives aux résultats parce que le jeu est clair, il n'y a pas assez de marge de manœuvres pour magouiller en faveur de sa favorite.

Cependant avec l'ingérence d'Edmond Mulet et d'autres représentants des forces d'occupations de l'ONU sur le territoire haïtien, leurs magouilles pour imposer au peuple haïtien deux candidats de la droite sont visibles. Ces élections-farces ne représentent pas une étape importante pour l'avancement de la démocratie qui implique la participation effective du peuple, de toutes les tendances ou courants politiques. Ce n'est pas le cas en Haïti dans le processus électoral, c'est la communauté internationale qui dicte la forme de démocratie qui devrait s'établir en Haïti.

La communauté internationale se félicite de la réalisation de la journée électorale, malgré toutes les irrégularités flagrantes, les incidents violents et les retards constatés. *« Ces problèmes viennent d'être corrigés. Les gens savent que c'est un grand moment aujourd'hui pour Haïti. Tout est bien, tout s'est passé dans la paix »*, a commenté le chef civil des forces d'occupations de l'ONU, Edmond Mulet. En raison de l'ingérence patente des forces étrangères et de l'exclusion du parti majoritaire, des organisations populaires et progressistes d'Haïti ont lancé un appel au boycott et cet appel a été largement suivi dans tout le pays. Le taux de participation du second tour des élections/sélections du 20 mars dernier est évalué entre 15 et 20%. Les résultats préliminaires seront rendus publics le 31 mars prochain et le 16 avril ce sera la publication des résultats définitifs.

Quoi qu'on fasse pour manipuler les résultats du second tour en faveur d'une candidate de démocrate chrétien pour imposer un président celle-là ne sera autre qu'une marionnette entre les mains invisibles de la communauté internationale. Son projet politique sera le maintien Haïti sous la tutelle des grandes puissances impérialistes américaines et européennes et son projet économique sera la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH). Tout en continuant à mettre en application la politique économique du néolibéralisme.

De toute évidence, l'abstention de plus de 80% de l'électorat signifie le rejet total du projet de la communauté internationale et de la classe politique traditionnelle qui n'apportera aucun changement pour le peuple haïtien. De toute façon la lutte du peuple haïtien pour son émancipation doit se poursuivre, car la souveraineté politique du peuple est le socle de l'émancipation sociale.

Suite de la page (13)

humanitaires ». Elles sont nécessaires et utiles pour l'humanité. Exactement comme celles menées par Bush et ses « freedom fighters » au motif de libérer la planète de « l'Axe du mal ». La seule différence c'est que le prix Nobel de la paix 2009 évite autant que possible de rentrer en treillis et de revêtir les attributs ainsi que le ton martial d'un chef de guerre. Redoutable communicateur, Obama agit autrement que son prédécesseur. Il sait ne pas y aller seul. Il sait éviter d'apparaître en première ligne. Cette stratégie de mener la guerre sans se faire trop voir, est tellement visible sur la Libye. Dans cette agression, il a su s'effacer pour mener la bataille via des sous-lieutenants qui n'ont rien à envier à Tony Blair. Ces sous-lieutenants à savoir les zélés Sarkozy et Cameron sont aux avant-postes. Ils sont pour la cause, accompagnés de leurs frères d'armes du Canada, d'Italie, de Pologne, du Danemark, d'Espagne, de Belgique, du Portugal et bien d'autres, pour la plupart rompus depuis des millénaires à une culture de guerres coloniales, d'agression et de rapines à travers le monde. Ces pays, en meute si possible, en loup solitaire si besoin, agressent les pays qui ont le malheur d'être pourvus par dame nature de matières premières convoitées, enflamment la terre, tuent des populations civiles, soumettent des peuples affaiblis, saignent aux quatre veines des territoires à l'issue des opérations de braquage à mains armées cyniquement qualifiées d'opérations « humanitaires ». Quasiment tous les pays arabes, africains et latino-américains ont goûté ou goûtent régulièrement à ce plat « humanitaire ». Lequel a déjà empoisonné et englouti des civilisations entières.

Faisons la guerre tout en gardant la «cool attitude

Que d'excuses et de circonstances atténuantes pour ce nouveau chef de guerre ! Obama ne fait pas la guerre, dit-on. Ah oui ? « Il a rencontré des guerres qui étaient créées avant son avènement ». « Il ne peut pas les éteindre ». « Il est obligé de les gérer ». « Il fait des guerres justes ». « Ce sont des guerres qui s'imposent à lui, il n'y peut rien ». La vérité face à toutes à ces argumentations sophistiquées, est que le prix Nobel de la paix fait des guerres. Il les fait en souriant, renvoyant ainsi à une opinion tétanisée la belle image qui est la sienne. Or, la guerre dans le concret, est ignoble et horrible. Obama lui les mène les mots d'une douceur à faire dormir debout, à la bouche. C'est là son génie.

Aujourd'hui, c'est la Libye qui est prise. Elle est étranglée par la meute. Elle est bombardée sous le fallacieux prétexte que son dirigeant, Muammar Kadhafi « massacre des populations civiles » qui manifestent pacifiquement. Curieuse présentation des faits qui pourtant montrent des rebelles lourdement armés s'emparant des villes (7) et confisquant des ressources (8). Face à ces faits, le prix Nobel de la paix des « guerres humanitaires » et ses amis demandent au pouvoir libyen de ne pas réagir, de laisser les rebelles avancer jusqu'à prendre la capitale du pays et mettre à la place du khalife, un nouveau khalife plus docile. On demande au pouvoir libyen de ne pas riposter et d'assister les bras croisés au déchirement de son territoire. On lui intime l'ordre de cessez-le-feu et de laisser le passage aux rebelles. On voit des scènes de guerre et on demande à une seule partie de désarmer. Or pendant la guerre, il est évident que chaque camp tue. Mais, lorsqu'à deux reprises, Kadhafi proclame un cessez-le-feu, s'est-on demandé au moins ce que les « insurgés » font pendant ce temps ? On se contente juste de nous dire qu'il décrète le cessez-le-feu pour mieux le violer (9). La conclusion serait donc de l'attaquer.

Visiblement, ces « insurgés » ont d'importantes missions à accomplir. C'est pour cela que leur protection est si prompte. Non seulement, ils feront des gouvernants plus dociles qui offrent déjà et offriront encore du pétrole et du gaz quasi-gratuitement, mais aussi ils sont appelés à éloigner des côtes européennes, les immigrés retenus en Libye. Comme pour livrer au lynchage ces immigrés africains stockés en Libye par Kadhafi sur recommandation des Européens, et les éloigner davantage des frontières de l'Europe, on a répété sans coup férir que Kadhafi avaient importé des mercenaires des pays subsahariens. Ce refrain propagé par les médias propagandistes pro-guerre, à l'analyse, avait visiblement pour but de faire massacrer par les rebelles (10) une partie de ces africains et par ricochet, semer la terreur parmi ces migrants parqués par Kadhafi dont la chute pourrait entraîner une arrivée massive sur le sol européen. Délibérément la vie de ces africains a été sacrifiée sur l'autel d'une politique migratoire. Ces actes là sont des crimes. De ces crimes là, on n'en parle pas. Ou si on en parle c'est pour les justifier en présentant les personnes tuées comme des mercenaires. Le prix Nobel de la paix s'est-il prononcé sur ces exactions sur les africains ? Où est Moreno Ocampo ?

Et comme c'est toujours le cas, le modus operandi n'a guère varié. On couvre les crimes des amis, on révèle voire fabrique ceux de l'ennemi à abattre. On passe par les instruments de l'éternelle boîte à outils occidentale : l'ONU et le fameux Conseil de sécurité dominé par les cousins occidentaux, si ce n'est pas elle. On sollicite l'OTAN, on parle de coalitions par-ci et d'alliance par là. Si ces instruments de légitimation de l'agression ne suffisent pas, on fait appel à des ensembles régionaux tels l'Union Européenne, l'Union Africaine, la Ligue Arabe



De gauche à droite Wyclef Jean, Raymond Joseph du journal Haiti Observateur et Michel Martelly

et quoi encore ? Les médias, eux, n'ont jamais accompli leur meilleur rôle qu'en ces moments de guerre. Pendant que les « frappes chirurgicales » terrorisent les populations sur le terrain des opérations, ils font de la césarienne à l'information dans les salles de rédaction, propagent les pires mensonges, suppriment des images et convoquent sans discontinuité des experts autoproclamés, nourris à la mamelle du complexe militaro-industriel et des milieux du business de la guerre pour asséner leur évangile à tous ceux qui veulent les écouter. Le cas typique est celui de cet avion abattu au-dessus de Benghazi, présenté dans un premier temps unanimement comme celui de Kadhafi et comme la preuve de la violation (11) du cessez-le-feu déclaré la veille. Plus tard, les rebelles avaient fait savoir que cet avion était le leur (12). Réaction : une ou deux phrases ici et là. Résultat : un peu passé inaperçu... Passons !

Le prix Nobel de la paix est donc un fauteur de guerre au même titre que son prédécesseur. La seule divergence entre eux est que le premier joue plus finement. Il avait eu la même attitude sur la Côte d'Ivoire jusqu'au jour où Sarkozy, toujours plus zélé et souvent plus royaliste que le roi, a gaffé avec l›ultimatum lancé contre Gbagbo depuis Bruxelles (13). Ce qui a eu le « malheureux » mérite de réveiller beaucoup d›africains qui dormaient encore. Sarkozy aurait eu l›intelligence d›inverser les rôles et de laisser aux avant-postes l›Oncle Barry qu›une « opération humanitaire » serait déjà réalisée dans ce pays qui au demeurant, sera le prochain sur la liste après la Libye. Il suffit d›écouter l›ex-délinquant français Alain Juppé (14) qui utilise la même rhétorique sur la Libye en appelant l›ONU, toujours elle, à « jouer son rôle plus efficacement», avant de rappeler que «son mandat permet d›utiliser la force» contre les «crimes contre l›humanité commis par Laurent Gbagbo». Là encore, on ferme les yeux sur les exactions des rebelles et du « commando invisible » (15) du couple Ouattara-Soro. Ce sont des amis.

Alors, une prochaine résolution issue de la case du sorcier nommée Conseil de sécurité de l›ONU contre la Côte d›Ivoire avec la même meute, et Obama en « cool attitude », sourire aux lèvres fera cette nouvelle «guerre humanitaire» à laquelle le destin l›aura obligée.

Salut l›artiste !

Notes

1 http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/le-discours-de-barack-obama-a-59125
2 http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2009/10/09/barack-obama-prix-nobel-de-la-paix_1251573_3222.html
3 http://www.courrierinternational.com/breve/2009/06/04/une-campagne-contre-obama-l-antisemite
4 http://www.page-crime.com/index.php/articles-gouvernement/alain-juppe-condamne-a-14-mois.html
5 http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/03/18/le-texte-de-la-resolution-sur-le-libye_1494976_3212.html
6 http://www.youtube.com/watch?v=BO0tXUENW5E
7 http://www.youtube.com/watch?v=K1lJQSRuCkI&feature=fvwrel ouhttp://www.youtube.com/watch?v=mtcFCIu51WQ&feature=relmfu
8 http://www.youtube.com/watch?v=HhIEYku2WcQ&feature=relmfu
9 http://www.france24.com/fr/20110319-libye-benghazi-bombardements-regime-kadhafi-cessez-le-feu-onu-resolution-reunion-zone-exclusion-aerienne
10 http://www.youtube.com/watch?v=sy4AGvA5hK0 ouhttp://www.youtube.com/watch?v=o-NuqEo9LUw&feature=related ou encore http://www.youtube.com/watch?v=wlA36fusWlY&skipcontrinter=1
11 http://videos.tf1.fr/infos/2011/soudain-un-avion-en-flammes-dans-le-ciel-de-benghazi-6322278.html ouhttp://www.lepoint.fr/monde/libye-un-avion-militaire-abattu-au-dessus-de-benghazi-19-03-2011-1308605_24.php
12 http://www.lejdd.fr/International/Actualite/Video-Un-avion-des-insurges-s-ecrase-en-Libye-a-Benghazi-285823/?from=features
13 http://www.lejdd.fr/International/Afrique/Actualite/Cote-d-Ivoire-Laurent-Gbagbo-doit-quitter-son-poste-avant-la-fin-de-la-semaine-demande-Nicolas-Sarkozy-244475/
14 http://news.abidjan.net/h/394768.html
15 http://www.lexpress.fr/actualite/monde/cote-d-ivoire-le-commando-invisible-se-devoile_972478.html et http://news.abidjan.net/h/394239.html

J.U.D.A 21 mars 2011

Suite de la page (7)

de l'on ne sait quoi, à l'assaut des dirigeants légitimes et démocratiquement élus par les électeurs. Ce retour historique devait inciter aussi les haïtiens à se questionner sur l'attitude de la Communauté internationale envers Haïti. Doit-on accepter ou est-il nécessaire que ce soit les gouvernements étrangers qui donnent leur feu vert pour telle ou telle action en Haïti ? Et l'on peut même se demander si les étrangers, même s'ils se font passer pour des « amis » d'Haïti, sont les meilleurs défenseurs des intérêts du pays que les Haïtiens eux-mêmes ?

Nous nous interrogeons ainsi afin de mieux saisir l'intervention des Présidents américain et français auprès de leur homologue sud-africain afin de retarder, sinon d'empêcher, le retour de l'ancien Président haïtien dans son pays. Quelle était vraiment leur motivation ? Alors que aucun des deux gouvernements n'a enlevé une quelconque objection pour le retour au pays de l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier. Franchement, nous ne comprenons plus rien dans ce que ces gens appellent pudiquement la realpolitik qui se définit comme étant de la « politique réaliste fondée sur le calcul des forces et de l'intérêt national ».

S'agit-il ici de l'intérêt du peuple haïtien ou de celui de ces gouvernements étrangers ? Les plusieurs milliers de va-nu-pieds, d'autres diraient des cohortes, qui ont accueilli dans une incroyable euphorie, puis porté en triomphe l'ancien chef d'État jusqu'à sa résidence de Tabarre, aimeraient bien le savoir. On n'a aucun mal à comprendre que les autorités françaises d'aujourd'hui aient tenté vainement de faire pression sur l'Afrique du sud pour barrer le chemin du retour à l'homme politique le plus populaire de tous les temps en Haïti et ceci, même avant son renversement avec l'appui et le soutien de la France.

Mais en ce qui concerne l'actuel Président américain, Barack Obama, ayant une parfaite connaissance de la réalité politique haïtienne, en vérité, nous ne voyons pas les raisons et nous ne comprendrons jamais. Surtout pour quelqu'un qui se prétend être un grand connaisseur et fervent défenseur de la légendaire Histoire d'Haïti et les gloires nationales qui l'ont forgée. C'est pourquoi, il est important que les Haïtiens réfléchissent vraiment à ce qu'ils veulent faire de ce pays qui est leur. Construire un État, forger une nation, maintenir l'indépendance et conduire une bonne gouvernance, comme on l'a souvent écrit, n'ont jamais été l'affaire d'un seul homme ou d'une seule femme comme certains le croient.

Il faudra le courage, les compétences et la volonté de tous ses enfants, y compris ses fils prodigues pour y arriver. Les autorités sud-africaines ont démontré, une fois encore, leur indépendance politique par rapport aux puissances étrangères. Et, en passant outre les rodomontades des uns et des autres, soi-disant « amis » d'Haïti, elles ont envoyé une belle leçon de courage et d'amitié au peuple frère d'Haïti en autorisant et en organisant le retour de l'ancien Président avec tous les honneurs dus à son rang. Elles ne sont point déçues face à cette mobilisation et cet accueil ressemblant étrangement à une nouvelle élection à la tête de son pays.

L'hôte du jour aussi n'a déçu aucun de ses fidèles et s'est montré digne de la ferveur populaire. Il était même en symbiose avec cette populace toute acquise à sa cause et vice versa. Et ces scènes, l'histoire nationale n'en a connue très peu. Rappelons seulement celle de Sylvain Salnave, Président d'Haïti de juin 1867 à décembre 1869. Dès sa première intervention publique depuis l'aéroport international Toussaint Louverture, l'ancien Président, Jean-Bertrand Aristide, est resté égal à lui-même. S'adressant à ses partisans mais aussi à l'opinion publique nationale et internationale, celui qui est devenu un mythe vivant et un icône de la vie politique haïtienne, laisse entendre, sans le dire vraiment, qu'à l'avenir il faudra compter avec lui. Le nouvel homme fort d'Haïti, ne cède rien et ne veut rien céder.

En effet, la tonalité du discours du désormais ex-exilé de Pretoria ne fait aucun doute sur son intention de faiseur de roi. En dénonçant depuis la passerelle de son avion l'exclusion de son parti Fanmi Lavalas, donc de la majorité de la population des joutes électorales, l'ancien Président voulait tout simplement envoyer ce message à la classe politique haïtienne et à la Communauté internationale : attention, le patron est de retour !

Qui blâmer pour la catastrophe nucléaire au Japon ?



Fuite nucléaire au Japon

Par Patrick Martin

Quatre réacteurs nucléaires sont à divers niveaux critiques, approchant possiblement la fusion, suite au séisme et au tsunami qui ont dévasté la côte nord-est du Japon. Le bilan officiel, datant de mercredi matin, heure du Japon, s'élève à 3373 morts, mais on croit que le nombre de victimes se situe au-delà de 10 000.

Des explosions se sont produites dans trois des réacteurs du complexe Fukushima. Dans le quatrième, deux incendies majeurs se sont déclarés dans la piscine de désactivation, qui sert à conserver le combustible nucléaire usé. Des fuites radioactives importantes ont été rapportées, et les effets ont pu être mesurés aussi loin que Tokyo, une zone métropolitaine de plus de 20 millions d'habitants.

Le premier ministre japonais a déclaré que le pays faisait face à sa plus grande catastrophe depuis Hiroshima et Nagasaki. Les médias américains et internationaux ont parlé de « désastre » pour décrire les conditions au Japon, indiquant du même coup que la catastrophe nucléaire japonaise pourrait au bout du compte être pire que Tchernobyl dans ses effets à long terme.

Dans un article à faire frissonner, le New York Times a fait référence à une étude datant de 1997 du Brookhaven National Laboratory de Long Island qui a analysé les conséquences possibles d'un désastre impliquant du combustible nucléaire usé dans la piscine de désactivation d'un réacteur. Selon le Times, « Dans un rayon de 800 kilomètres, cent personnes mourraient rapidement et 138 000 à plus long terme. L'étude a déterminé que le sol deviendrait contaminé sur une distance de 3500 kilomètres et que les dommages atteindraient 546 milliards de dollars. Cette section de l'étude de Broohaven a été basée sur les réacteurs utilisant l'eau bouillante dans leur fonctionnement, soit le même type de réacteurs que ceux étant au coeur de la crise japonaise. »

Le séisme de 9.0 près de Sendai, le pire de l'histoire à avoir frappé le Japon, était le produit de forces naturelles, et le tsunami qui a dévasté la côte en était la conséquence immédiate et inévitable. Mais la crise nucléaire qui a suivi est le résultat de forces sociales, et non de la collision de plaques tectoniques. Une fois de plus, le système capitaliste a entraîné le monde au bord de la catastrophe et dans le processus, l'élite patronale dirigeante a montré qu'elle est totalement imprudente et irresponsable.

Comme l'a souligné le World Socialist Web Site (« Les implications de la catastrophe japonaise »), l'élite dirigeante japonaise a misé lourdement sur l'énergie nucléaire pour compenser la dépendance du pays sur l'importation de pétrole, malgré les risques évidents de la construction de plus de 50 réacteurs nucléaires près de la ligne de faille la plus active au monde.

Et cela n'est pas qu'un phénomène japonais. Au cours des 40 dernières années, des avertissements ont été lancés à maintes reprises sur les dangers de la technologie nucléaire, et une série d'incidents – Windscale, Fermi, Three Mile Island, Tchernobyl – ont montré les véritables conséquences pour des millions de gens. Mais rien ne pouvait arrêter la volonté des élites dirigeantes capitalistes d'investir des milliards de dollars dans la production d'énergie nucléaire, dans un pays après l'autre.

Aux États-Unis, plus d'une dizaine de réacteurs nucléaires pourrait potentiellement causer une catastrophe semblable. Deux complexes d'énergie nucléaire en Californie, Diablo Canyon et San Onofre, sont situés près de la faille de San Andreas. Une usine en Ohio avait été mise hors service par un séisme près de la faille de New Madrid, et une autre usine de cet État avait été endommagée par une tornade.

De nombreux réacteurs se trouvent dans des régions côtières du Texas, de la Louisiane, de l'Alabama, de la Floride, de la Géorgie et de la Caroline du Nord. Toutes ces régions ont été frappées par d'importants ouragans.

La centrale nucléaire de Waterford en Louisiane avait été forcée d'annoncer une « situation inhabituelle » et de se mettre en arrêt durant l'ouragan Katrina, bien qu'elle était presque à 160 kilomètres du lieu où la tempête avait touché terre sur la côte du golfe du Mississippi.

Suite à la page (19)

« LES CHAUSSONS ME SERRENT »

Par Fidel Castro

Tandis que les réacteurs sinistrés lancent de la fumée radioactive sur le Japon et que des avions au profil monstrueux et des sous-marins atomiques déversent leurs charges meurtrières télécommandées sur la Libye, un pays nord-africain d'à peine six millions d'habitants, Barack Obama racontait aux Chiliens une comptine semblable à celles que j'écoutais quand j'avais quatre ans : « Les chaussons me serrent, les chaussettes me tiennent chaud, et le baiser que tu m'as donné, je l'emporte en mon cœur. »



Barack Obama

Certains de ses auditeurs ont dû rester estomaqués dans ce « Centre culturel » de Santiago-du-Chili. Quand le président a scruté anxieusement son public après avoir mentionné la perfide Cuba, attendant une salve d'applaudissements, un silence glacial lui a répondu. Dans son dos – ah, bienheureux hasard ! – parmi les drapeaux latino-américains, il y avait précisément celui de Cuba.

S'il avait regardé une seconde par-dessus son épaule droite, il aurait vu – telle une ombre – le symbole de la Révolution dans l'île rebelle que son puissant pays a voulu détruire, sans y être jamais parvenu.

Il faut être sans doute extraordinairement irréfléchi pour penser que les peuples de Notre Amérique applaudiraient au cinquantième anniversaire de l'invasion mercenaire de Playa Girón,à cinquante ans de blocus économique criminel d'un pays frère, à cinquante ans de menaces et d'attentats terroristes qui ont coûté des milliers de vies, à cinquante ans de projets d'assassinat des dirigeants d'une révolution historique.

J'ai senti qu'il parlait de moi. Oui, j'ai prêté service à la Révolution pendant très longtemps, mais je n'ai jamais esquivé les risques, ni violé de principes constitutionnels, idéologique ou moraux. Je regrette de ne pas avoir eu plus de santé pour continuer de la servir.

Quand je suis tombé malade, j'ai renoncé sans hésitation à toutes mes responsabilités étatiques et politiques, même à celle de Premier secrétaire du Parti, et je n'ai jamais tenté de les exercer après mon Adresse du 31 juillet 2006, même quand j'ai recouvré en partie ma santé plus d'un an après, bien que tout le monde ait continué de m'appeler affectueusement de cette manière.

Mais je suis et resterai ce que j'ai promis d'être : un soldat des idées, tant que je pourrai penser ou respirer.

Quand on a interrogé Obama au sujet du coup d'État contre l'héroïque président Salvador Allende, fomenté comme tant d'autres par les États-Unis, et de la mort mystérieuse d'Eduardo Frei Montalva, assassiné par des agents de la DINA, une création du gouvernement étasunien, il a perdu sa présence d'esprit et a commencé à bafouiller.

Le commentaire de la télévision chilienne à la fin de son discours a été on ne peut plus exact : Obama n'a rien à offrir au continent.

Pour ma part, je ne veux pas donner l'impression que j'éprouve de la haine envers lui, encore moins envers le peuple étasunien, dont, je le reconnais, beaucoup de fils ont contribué à la culture et à la science. Obama a encore un déplacement à faire, demain matin, en El Salvador. Là, il va falloir qu'il s'ingénie pas mal, parce que les armes et les instructeurs reçus des administrations étasuniennes ont fait couler bien du sang dans ce pays frère.

Je lui souhaite un bon voyage et un peu plus de… bon sens.

Fidel Castro Ruz
Le 21 mars 2011

L'alliance égalitaire

Par Fidel Castro

Samedi soir, 19 mars, après un succulent banquet, les dirigeants de l'OTAN ont ordonné d'attaquer la Libye. Il coule de source que rien ne pouvait advenir sans que les États-Unis ne réclament de jouer leur rôle incontournable de chef suprême. Et c'est depuis le Q.G. de cette institution en Europe qu'un officier supérieur a fait savoir que l'opération « Aube de l'Odyssée » démarrait.

L'opinion publique mondiale était bouleversée par la tragédie du Japon où le nombre de victimes du séisme, du tsunami et de l'accident nucléaire n'a cessé de croître pour se situer désormais à des dizaines de milliers de personnes mortes, disparues ou irradiées. La résistance à l'énergie atomique se renforcera aussi considérablement.

Le monde souffre en même temps les conséquences des changements climatiques, de la pénurie des aliments et de la hausse de leurs cours, du gaspillage croissant des ressources naturelles et humaines. Une guerre aujourd'hui est la chose la plus inopportune qui soit.

Du coup, la tournée d'Obama en Amérique latine est passée au second plan, et quasiment personne ne s'y arrête. En tout cas, au Brésil, les contradictions d'intérêts entre les États-Unis et ce pays frère sont devenues évidentes.



Obama et la présidente du Brésil Dilma Roussef

On ne saurait oublier que Rio de Janeiro a rivalisé avec Chicago pour décrocher l'organisation des Jeux olympiques de 2016.

Obama a voulu entrer dans les bonnes grâces du géant sud-américain : il a parlé de « la montée extraordinaire du Brésil » qui a attiré l'attention mondiale et a vanté son économie comme l'une de celles qui croissent le plus vite au monde, mais il s'est bien gardé de soutenir si peu que ce soit la candidature du Brésil comme membre permanent d'un Conseil de sécurité fondé sur les privilèges.

La présidente brésilienne n'a pas hésité à dire son désaccord avec les mesures protectionnistes que les USA imposent à son pays par le biais de tarifs et de subventions qui constituent un fort obstacle à son économie.

L'écrivain argentin Atilio Boron affirme :

« … ce qui intéresse le plus

Suite à la page (18)

Suite de la page (13)



Lors du point de presse du Pentagone, le 19 mars, le vice-amiral Gortney a expliqué que les tirs de missiles US visaient à façonner le théâtre d'opération dans lequel les alliés devraient combattre

de l'air afin de pouvoir intervenir contre les aéronefs se déplaçant à faible vitesse », poursuit le communiqué officiel.

Cet exercice devait être dirigé par les généraux Desclaux et de Longvilliers (France), l'air marshall Garwood et l'air commodore Maas (Royaume-Uni).

Hasard ou préméditation ? Quoi qu'il en soit, c'est une opération réelle et non un exercice qui a été lancée le 19 mars 2011 en application de la résolution 1793 du Conseil de sécurité. Seuls la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis y ont participé le premier jour. En attendant la participation d'autres Etats membres de l'OTAN et la constitution d'un commandement de coalition, toutes les opérations —y compris françaises— sont coordonnées depuis l'AfriCom, basé à Stuttgart (Allemagne) par le général états-unien Carter Ham. Les forces navales —y compris les bâtiments italiens et canadiens qui rejoignent la zone— et le commandement tactique sont placés sous l'autorité de l'amiral états-unien Samuel J. Locklear, embarqué sur l'USS Mount Whitney. Tout cela conformément à la planification préalable de l'OTAN [1]. On est donc bien loin du bla-bla officiel sur l'initiative française, mais dans la logique décrite plus haut de vassalisation des forces.

Le volet français de l'opération a été dénommé Harmattan, mot qui désigne ce « Mistral du Sud » qui balaye l'Afrique occidentale. Le volet britannique s'appelle Operation Ellamy.

Mais le volet US est dénommé Odyssey Dawn, afin que chacun comprenne qu'il marque l'aube d'une odyssée états-unienne en Afrique [2]. Il importe ici de noter que, contrairement aux discours lénifiants et mensongers des leaders atlantistes, la résolution 1793 est rédigée en termes si flous qu'elle peut autoriser le débarquement de troupes coloniales en Libye. En effet, l'interdiction « déploiement d'une force d'occupation étrangère sous quelque forme que ce soit et sur n'importe quelle partie du territoire libyen » ne s'applique pas à la création de la zone d'exclusion aérienne, mais uniquement aux opérations de protection civile (§ 4). Ce point a été soulevé par les ambassadeurs de Russie et de Chine au Conseil de sécurité et n'a pas trouvé de réponse, en conséquence de quoi, ils se sont abstenus durant le vote [3]

Pour ce premier jour de l'Harmattan, les forces françaises ont déployé les appareils qui devaient être utilisés dans l'exercice Southern Mistral ainsi que deux frégates anti-aériennes et de défense aérienne (le Jean Bart et le Forbin) positionnées au large de la Libye. Elles auraient détruit quatre blindés. De leur côté, les forces anglo-saxonnes ont utilisé un sous-marin britannique de la classe Trafalgar et onze bâtiments états-uniens — dont deux destroyers (le Stout et le Barry) et trois sous-marins (le Providence, le Florida, et le Scranton)— pour tirer 110 missiles guidés Tomahawk.

Cette opération militaire pourrait durer si les forces libyennes opposent une résistance. Quoi qu'il en soit, la logique adoptée devrait conduire à la situation qui avait prévalu en Irak entre Tempête du désert et Iraqi Freedom : une partition de facto du pays entre loyalistes et rebelles.

Thierry Meyssan : Analyste politique français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Il publie chaque semaine des chroniques de politique étrangère dans la presse arabe et russe. Dernier ouvrage publié : L'Effroyable imposture 2, éd. JP Bertand (2007).

Notes

[1] « Press conference by Anders Fogh Rasmussen on Libya », Réseau Voltaire, 10 mars 2011.

[2] Sur la manipulation de la crise libyenne et les intentions US en Afrique, lire : « Proche-Orient : la contre-révolution d'Obama », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 mars 2011.

[3] « Résolution 1973 » (avec le texte des débats), Réseau Voltaire, 17 mars 2011.

Réseau Voltaire 19 mars 2011

Ndlr. CED. La **Communauté européenne de défense** (CED) était un projet de création d'une armée européenne, avec des institutions supranationales, placées sous la supervision du commandant en chef de l'OTAN, qui était lui même nommé par le président des États-Unis. Dans le contexte de la Guerre froide, le projet, qui est esquissé en septembre-octobre 1950, ne devient un traité, signé par 6 États, que le 27 mai 1952. Ratifié par la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, le traité instituant la CED sera rejeté par l'Assemblée nationale française le 30 août 1954 par 319 voix contre 264. A l'origine, ce projet de CED fut le résultat d'une exigence américaine, d'une réaction française et d'une proposition de synthèse formulée par Jean Monnet.

Suite de la page (17)

Obama] *en sa qualité de gérant de l'Empire, c'est de contrôler toujours plus l'Amazonie. L'une des conditions* sine qua non *de ce projet est d'entraver, faute de pouvoir l'arrêter, la coordination et l'intégration politiques et économiques croissantes de la région, qui ont été si importantes pour torpiller l'ALCA en 2005 et frustrer la conspiration sécessionniste et putschiste en Bolivie (2008) et en Équateur (2010). Il doit aussi s'efforcer de semer la discorde entre les gouvernements les plus radicaux de la région (Cuba, Venezuela, Bolivie et Équateur) et les gouvernements «progressistes», surtout le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay…*

« Pour les stratèges étasuniens les plus osés, le bassin amazonien, à l'instar de l'Antarctique, est une zone de libre-accès où aucune souveraineté nationale n'est reconnue… »

Obama se rend demain au Chili. Il y aura été précédé d'une interview que le journal *El Mercurio* a publiée ce dimanche, dans laquelle il avoue que « le Discours pour les Amériques » - c'est ainsi qu'il le qualifie – se fonde sur « une alliance égalitaire » avec l'Amérique latine. Une affirmation qui nous laisse pantois et qui rappelle l'annonce de « l'Alliance pour le progrès » qui précéda l'expédition mercenaire de Playa Girón.

Il avoue :

« …notre vision pour le continent… se fonde sur la conception de l'alliance égalitaire que j'ai poursuivie depuis que je suis devenu président des États-Unis.

« Je mettrai l'accent sur des domaines spécifiques dans lesquels nous pourrons travailler ensemble, tels que la croissance économique, l'énergie, la sécurité des citoyens et les droits humains…

« Cette vision vise à améliorer la sécurité commune, à élargir les chances économiques, à garantir un avenir énergétique non polluant et à soutenir les valeurs démocratiques que nous partageons.

« …promouvoir un continent sûr, stable et prospère où les États-Unis et nos alliés assument en commun des responsabilités dans des questions clefs aussi bien régionales que mondiales. »

On le voit, tout est beau et merveilleux, digne d'être enseveli, tels les secrets de Reagan, pour les publier dans deux cents ans. Le hic, c'est que, comme en informe l'agence DPA qui reproduit un sondage fait par le journal *La Tercera :* « …en 2006, 43 p. 100 des Chiliens rejetaient les centrales nucléaires. Deux ans après, c'était 52 p. 100, et 74 p. 100 en 2010. Aujourd'hui, après les événements japonais, ce sont 86 p. 100 des Chiliens qui n'en veulent pas. »

Reste à poser une question à M. Obama. Puisque l'un de ses illustres prédécesseurs, Richard Nixon, a fomenté le coup d'État et causé la mort héroïque de Salvador Allende, les tortures et l'assassinat de milliers de personne, en demandera-t-il pardon au peuple chilien ?

Fidel Castro Ruz
Le 20 mars 2011
20 h 14

Suite de la page (14)

Avec vous à la barre, je serais sûr de trouver un poste diplomatique à l'Île de la Navase.

Le Conseil Electoral Provisoire n'a pas encore proclamé les résultats provisoires. Internationaliste à ma manière, je ne prends pas au sérieux les résultats du CEP. L'OEA, n'a pas encore proclamé les résultats officiels et définitifs. En dépit de mon score plutôt faible au premier tour (0.00%), je ne désespère pas de gagner au « second tour ». J'avais l'intention de concéder la défaite. Mes mandataires clandestins aux bureaux électoraux m'ont fait savoir que le miracle est encore possible. On va enfin savoir qui est le vrai taureau. Je ne pas suis pas né par hasard au « mois d'aimer ». J'aime le pouvoir d'une passion folle et dévorante. J'attends le mot final des « pays amis d'Haïti » pour savoir si je vais pouvoir passer sans transition de l'asile psychiatrique au Palais présidentiel. Au cas où je ne sortirais pas gagnant, je vais me hisser au dessus de la mêlée. Je vais résister à la tentation d'installer un gouvernement parallèle dans la ville de L'Asile. Je vais faire preuve d'élégance en acceptant ma défaite forcément provisoire avec philosophie. Je vais prouver à la face du monde que la raison du plus fou est toujours la meilleure. Loin du monde et du bruit, je verserai en catimini des larmes de sang. On dira ce qu'on dira, je suis après tout un candidat décent. Dans l'intimité de ma chambre, avec mon mouchoir rouge, mes gris-gris et les charmes ensorceleurs de ma Ouanga-Négresse, je me consolerai avec cette pensée de mon maître à penser, l'incomparable professeur Leslie François Manigat : « Je n'ai pas échoué ; j'ai failli réussir. »

Revenu à mes sens, réveillé de ce cauchemar démentiel, je continuerai à réclamer, à cor et à cri, la tenue de vraies élections en Haïti. Des élections libres, inclusives, honnêtes et démocratiques.

ERRATA

Une malencontreuse erreur de transcription s'est produite dans la première phrase de l'article de notre collaborateur Castro Desroches intitulé "La Présidence d'Haïti au temps du Désastre et de la Décadence", paru la semaine dernière (V. 4. No. 35, p. 8). Cette phrase devait se lire : « Les ruines du Palais national seraient-elles devenues un asile pour paumés en proie à des déboires financiers ?», au lieu de : «…un asile pour paumer en proie… ». La direction s'excuse auprès du collaborateur Desroches.

De la prose aux vers

In Memoriam

par Prince Guetjens

On me verra bientôt en pleurs parmi les marbres
À l'ombre des caveaux et des cypress
Le vent d'Hiver a gelé tous les arbres
Et la neige a blanchi les forêts

On verra au printemps l'air réchauffer la pierre
Et rendre chants et joies aux oiseaux endormis,
Et tu ne seras pas à l'écoute de ces cris,
O mon père ! ô mon guide ! Mon frère, mon ami...!

Bien des soleils luiront sur ta couche dernière ;
Et au fond de mon cœur, lassé du poids des peines,
Je panserai la blessure de ton départ, mon père,
Avec un sourire et un refrain toujours.

Oui, constamment en moi je garderai la blessure,
Et le baume du temps ne saura la fermer,
Car je te chérissais d'un amour sans mesure,
Comme un fils pieux seul est capable d'aimer.

Je te vouais un culte ardent, franc et sincère,
À l'entrée de ton cœur pris du suprême frisson,
Devant ton corps drapé dans les plis du suaire,
Je sens sombrer l›ombre de ma raison.

Moi que n'avait jamais ployé nulle tempête,
Moi qui narguais les coups du destin triomphant,
Moi qui portais stoïque une petite sœur en terre,
Je te pleurerai toujours avec des yeux d'enfant

Je pleurerai toujours, le grand homme de sagesse
Dont la neige des ans avait a peine blanchi la tête
Serrant ta main raidie, ô noble et saint vieillard,
Je médite avec trouble, la perte de ton regard.

J'ai perdu l'ami qui jamais ne vous blesse,
Qui vous ouvre son cœur en vous ouvrant ses bras,
Vous reproche un écart d'une voix qui caresse,
Et s'attache toujours comme un ange à vos pas.

J'ai vu se voiler l'astre de la sagesse,
Dont les feux si longtemps me montrèrent le port...
Et je ne peux resté seul, seul avec ma tristesse,
Seul avec vous et le froid de la mort.

La voix qui me disait jadis: «Prie, aime, espère et pardonne»,
S'est évanouie, et pour toujours, hélas!
Et je n'entendrais plus, penché sur toi, mon père,
Que les plaintes du vent et les sanglots du glas.


Béatrice Daléus (Kaliko, 2009)

Lorsque ton cercueil disparaitra en terre,
Dans le gouffre implacable où nul rayon ne luit,
Je crois que tout mon être au fond du cimetière
S'ensevelira aussi avec lui.

Depuis des jours, Je supplie en vain Dieu qu'il m'exauce,
Je lui demande en vain la force et le repos;
Je pleure, et je voudrais qu'en la nuit de ta fosse
Une de mes larmes coulât, pour apaiser tes os.

L'amour que je te garde à tout saura survivre,
Il fera battre toujours mon cœur inconsolé,
Et je voudrais qu'un vers immortel dans mon livre
Ressasse ton nom pour moi, toujours immaculé.

Ton nom sans tache, mon frère, mon père en tremblant je le trace
Il brille sur la page où mon front a pâli
Et pour ma mère, mes frères et sœurs, comme un talisman sacré qu'on embrasse
Je tenterai l'impossible pour le préserver de l'éternel oubli

Suite de la page (17)

L'ouragan Gustav s'était abattu sur l'usine de River Bend de St-Francisville en Louisiane.

Power & Light en Floride fait fonctionner la centrale nucléaire de Turkey Point à Biscayne Bay, tout juste au sud de Miami, un emplacement qui, selon une étude, « subit des tempêtes tropicales environ tous les deux ans et des vents aussi violents que des ouragans tous les sept ans ». En 1992, l'oeil de l'ouragan Andrew était passé directement au-dessus de la centrale, causant d'importants dégâts et coupant celle-ci d'alimentation en énergie pendant cinq jours. Si la tempête avait affecté l'alimentation de secours, Turkey Point serait dans le même état que Fukushima aujourd'hui.

L'enthousiasme de l'administration Obama pour l'énergie nucléaire n'en sera pas diminué pour autant. Sans pouvoir déterminer l'ampleur que prendra le désastre au Japon, le secrétaire à l'Énergie Steven Chu a réaffirmé mardi devant un sous-comité du Congrès l'engagement des États-Unis à fournir 39 milliards de dollars en garantie de prêts pour financer la construction de nouvelles centrales nucléaires. Durant trois décennies – depuis Three Mile Island – de tels projets n'ont pas été entrepris.

L'imprudence dans le choix de l'emplacement de centrales nucléaires est un phénomène mondial. La Turquie a construit son réacteur d'Akkuyu Bay près de la faille active d'Ecemis. La Chine, qui deviendra bientôt la quatrième puissance en production d'énergie nucléaire et qui a présentement 27 centrales en construction, est l'un des pays où l'activité sismique est la plus importante.

Les pays densément peuplés de l'Europe occidentale sont fortement dépendants de l'énergie nucléaire : la France domine avec 58 centrales. La Grande-Bretagne en a 19, l'Allemagne 17, la Suède 10, la Belgique, qui est minuscule, en a 7 et la Suisse 5. Le Canada possède 18 centrales nucléaires, dont 16 d'entre elles sont situées au sud de l'Ontario. Une catastrophe à cet endroit entraînerait la contamination par radioactivité des Grands Lacs, la plus grande réserve d'eau potable au monde.

Tant le risque de catastrophe naturelle que la dangereuse proximité des grands centres urbains ont été ignorés. Ces préoccupations sont insignifiantes aux yeux des puissants intérêts patronaux et financiers qui tirent profit de la production d'énergie ou des gouvernements impérialistes qui cherchent à se garantir un approvisionnement énergétique dans un contexte mondial de plus en plus compétitif

Depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2011, les États-Unis et d'autres puissances impérialistes n'ont cessé de mettre en garde contre le danger du terrorisme nucléaire. La conseillère de Bush à la Sécurité nationale, Condoleezza Rice, avait agité le spectre du « champignon atomique » si les États-Unis n'envahissaient pas immédiatement l'Irak pour saisir les « armes de destruction massive » de Saddam Hussein.

Les événements au Japon viennent démontrer que le principal danger de dévastation nucléaire vient du fonctionnement du système économique capitaliste, pas du terrorisme. Ce sont les opérations de Tokyo Electric Power (TEPCO), Toshiba et General Electric qui menacent aujourd'hui de dévaster le Japon.

TEPCO est bien connu au Japon pour avoir souvent dissimulé des problèmes de sécurité sur ses réacteurs nucléaires. Toshiba a bâti le complexe Fukushima à partir d'un plan élaboré par General Electric qui, selon le New York Times, fut vendu comme étant « moins cher et plus facile à bâtir, en partie parce qu'il utilise une structure de confinement relativement moins chère et plus petite. »

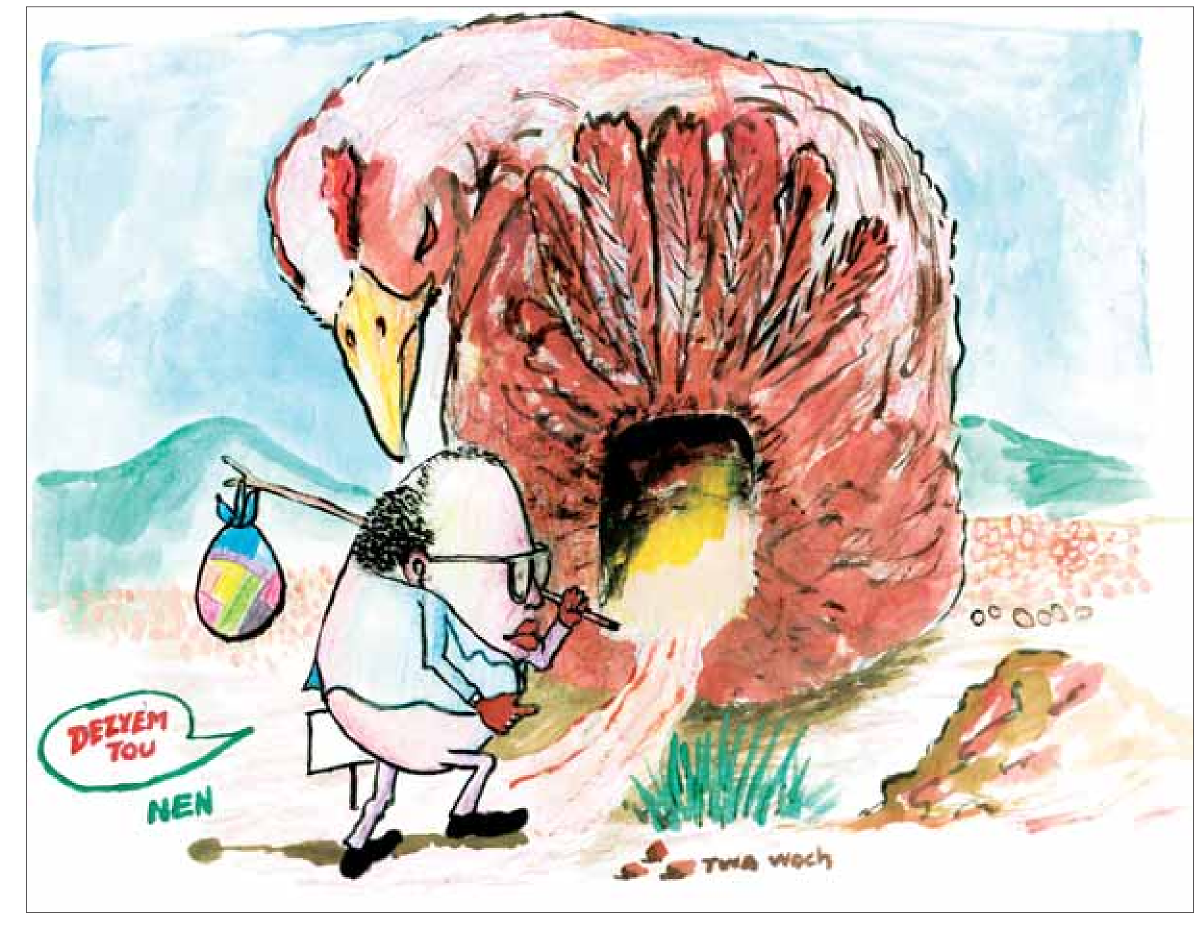
Les désastres produits par le système capitaliste se sont succédé durant la dernière décennie : les guerres coloniales en Afghanistan et en Irak; la destruction de la Nouvelle-Orléans lorsque les digues ont cédé durant l'ouragan Katrina; le plus grand effondrement financier dans l'histoire mondiale, plongeant le monde dans une crise économique; l'empoisonnement du golfe du Mexique par BP. Aucun dirigeant d'entreprise ou politicien capitaliste n'a été tenu responsable de ces calamités.

Ces évènements révèlent l'anarchie intrinsèque au système capitalisme ainsi que l'irresponsabilité criminelle de la classe capitaliste : l'incapacité de planifier, l'incapacité de construire ou maintenir l'infrastructure sociale, l'incapacité de faire respecter les règlements de sécurité. Le travail de la classe ouvrière internationale a produit plus de richesses qu'à n'importe quel moment de l'histoire, mais ces ressources ne sont pas utilisées pour servir les besoins sociaux, car toute la vie économique est soumise à la folie de richesse de l'élite dirigeante.

Les travailleurs doivent tirer les conclusions nécessaires des catastrophes que le système capitaliste produit. Les immenses ressources économiques de la société moderne doivent être retirées des mains de l'aristocratie financière et placées à la disposition de la population tout entière. La planification rationnelle doit remplacer l'anarchie du marché. Le développement harmonieux de l'économie mondiale doit remplacer la lutte d'États-nations rivaux. Cela se traduit par la lutte pour le socialisme international.

Wsws 16 mars 2011

RETOU REZILTA REZISTANS



Nobama bòs papa
Sa k ta di sa
Ou ta lawon awousa
Awousa manzanza konsa
Nan jimnastik rablabla
W ta soti konsa
Pou w pran ti pè a
Sèl grenn lidè pèp la
Nan patannte mera
Nan kou RETA
Jeretyen kou d Eta
Bouch pitit ak papa
Te met ak Chirak la
Pase jis Kanada
Pou bay lidè a
29 fevriye a

Katastwòf koudeta
Ekzile l jis laba
Nan ziltik Sant Afrika
Ou menm Nobama
Ak depatman kou d Eta
Soti pou bay Kou RETA
Pou w fware retou a
Pwazonnen batay pèp la

Nobama bòs papa
Nobama mazanza
Non non bòs awousa
Pa fè sa
Pa al kwè sa
Ou pa ka wè la
Wa sezi wè sa
W pap ka sis la
Titid ak mas pèp la
Se de marasa
Titid ou wè la a
Pa yon nonm konsa

Se pa premye fwa
Blan meriken awousa
Boukannen jèm lespwa
Jèm lespwa pèp la
Nan flanm dife koudeta
Men mobilizasyon la pou la

Revandikasyon mas pèp la
Alawonnbadè pasi pala
Fè l tounen nan kò kay la
Vin mennen batay la

Gwo batay pou lavi a
Fleri pasi pala
.................Olala
Pou lavi pa faya
Pou lavi ka gaya
Sou fontenn Ayiti Toma

Nobama pa fè sa
Ou san wont konsa
Pa koute nonm Sakozi a
Chanpyon nan vye rat la
Ki met ak awousa
Al kraze pèp Libi a
Se pat rèv la sa
Rèv Maten Litè Wa
Bèl rèv lite fè a
Pou nwa leve kont nwa
Fè rasis kont nwa
Pou fè blan awousa
Plezi la pou la

Depatman kou d Eta
Ekzile ti pè a
Jis la ba
Sèt lane ak yon mwa
Nan ziltik Afrika
Kay Jakòb Zouma
Detan malfèktè Milnista
Benyen ak dlo kolora
Nan tout kwen kay la
Touye jèm lavi a
Pasi pala nan Dèlma

Pèp ki konn batay
Voye plizyè fay
Sou diplomat zagribay
Ipoktit konsa Ayayay
Edmon Milèt an maskay
Didye le Bwèt pil pay
Ak Depatman an Detay
Met avèk Nobamay
Pou bay Titid may
Pale pawòl retay
Men titid Nèg Feray
Pa pran nan vye may
Obama ak Sakozi bay
Li tounen lakay
Vin ede n pote chay
ki sou kou nèg Lakay

Nen pran move kou
Nobama ou ban nou
Je kriye kou koukou
Lavalas nan tout lakou
Pa janm met ajenou
Se vre l pran kou
Men l batay pou retou
Batay kont lougawou
Ak tout lòt vye koukou

Ayopò te fleri
Ou te wè m si
Lè Titid ak fanmi
Tebake ak souri
Patizan jèm Lavi
Di Titid byen vini
Bon retou Ayiti
Vin simen grenn Lavi

Vin wouze jèm Lavi
Pou Lavi ka fleri
Sou figi Ayiti
Jouk mayi mi

Titd ret je klere
Lepèp ap ride w veye
Ride w veye move je
Move je anjandre
Ki gen ponyen pwa grate
Pou fè tè tranble
Katastwòf tout kote
Nan jimnastik pou fware
Batay pèp tout kote

Lèp Lavalas fete
Pèp Lavalas plezire
Lè Titid debake

Blan move je
Yo di rete
Gade gade gade
Ala pèp ka lite
Men n pap kite l repoze

Rezilta rezistans nou
Se rezilta retou
Titid frè nou
Pèp nan tout lakou
Fou pou ou
Vin ede nou
Konbat lougawou
Ak kolera maklouklou
Titid ou fout GOU
BON RETOU
LAKAY OU

J. Fatal Piard